

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
FORTIFICATIONS DE PARIS

LEUR HISTOIRE
LEUR DÉSFFECTATION FUTURE
ET SES CONSÉQUENCES

PAR

J. FLOURENS

ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 30 Mai 1908, à 1 heure

Président : M. JACQUELIN, professeur
Suffragants { *MM. CHÉNON, professeur*
SAUZET, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS
ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL
22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t
L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LES
FORTIFICATIONS DE PARIS

LEUR HISTOIRE
LEUR DÉSAFFECTATION FUTURE
ET SES CONSÉQUENCES

PAR

J. FLOURENS

ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 30 Mai 1908, à 1 heure

Président : M. JACQUELIN, professeur

Suffragants { *MM. CHÉNON, professeur*
SAUZET, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
FORTIFICATIONS DE PARIS
LEUR HISTOIRE,
LEUR DÉSAFFECTATION FUTURE
ET SES CONSÉQUENCES

AVANT-PROPOS

Le système de défense des places fortes au moyen d'une enceinte continue qui était encore en grande faveur au milieu du siècle dernier, semble avoir fait son temps, particulièrement en ce qui concerne les grandes capitales.

Ce changement s'explique par des raisons d'ordre militaire et d'ordre économique.

Au point de vue militaire, on fait observer, d'une part, que l'enceinte continue a le grave inconvénient d'immobiliser un grand nombre de troupes; d'autre part, que la puissance de l'artillerie est devenue telle et ses

progrès si rapides qu'ils nécessitent une transformation presque continuelle des ouvrages fortifiés.

Lorsqu'elle s'applique à une enceinte d'un périmètre très développé comme celui d'une grande capitale, cette transformation est nécessairement beaucoup plus lente et plus coûteuse que celle de forts détachés ou celle d'une ville de second ordre. La longueur du travail et la dépense qu'il exige sont alors hors de proportion avec les services rendus à la défense.

Au point de vue économique, l'inconvénient est bien plus grand encore et, sous ce rapport, l'opinion est unanime. L'enceinte continue est une entrave permanente à l'expansion naturelle des grandes cités ; elle est une cause de surpeuplement contraire à la santé publique ; elle favorise, au détriment de la population urbaine, la spéculation sur la plus-value des terrains et il en résulte, par incidence, l'augmentation du prix des loyers.

C'est pourquoi, bien que les capitales soient encore aujourd'hui l'objectif principal des invasions, les peuples modernes se contentent de fortifier leurs frontières. Presque toutes les grandes agglomérations sont villes ouvertes. Paris est une des rares exceptions.

D'ailleurs, à notre époque, les peuples ont une tendance de plus en plus marquée à placer leur confiance dans les armées en campagne de préférence à des fortresses coûteuses et vite démodées. Nous croyons cette confiance bien placée dans notre pays. Nous estimons,

avec la plupart des spécialistes, que la défense nationale doit compter sur la valeur militaire de nos troupes plus que sur des ouvrages fortifiés qui donnent souvent une fausse et dangereuse sécurité.

Dans l'étude qui suit, nous essayons de démontrer que, sans préjudice pour la défense nationale, la désaffectation de l'enceinte continue de Paris devient chaque jour plus urgente pour les motifs que nous avons indiqués et que nous développerons dans le cours de ce travail.

Il ne nous paraît pas inutile d'exposer tout d'abord l'historique des enceintes qui ont précédé celle de 1840 (1).

Toutefois, dans cet exposé sommaire, nous éviterons autant que possible les détails qui dépasseraient le cadre de notre étude, cet historique n'ayant pour but, dans notre pensée, que de faire ressortir l'influence séculaire de cette série de ceintures sur l'agglomération parisienne.

Nous nous étendrons, au contraire, sur les motifs qui ont inspiré les hommes d'Etat de 1840 ; leurs illusions et nos déceptions postérieures sont autant d'arguments à l'appui de notre thèse.

Il est enfin une autre question qui se rattache à

(1) C'est par respect pour la tradition que nous la désignons ainsi. Bien que la construction des fortifications ait commencé en 1840, il nous semblerait plus exact de leur assigner comme date celle de la promulgation de la loi qui en a ordonné l'exécution (3 avril 1841).

cette étude parce que la désaffectation du mur d'enceinte suffit à la poser : c'est celle des conséquences financières et économiques de cette désaffectation et notamment de l'utilisation, au mieux des intérêts de Paris, des espaces qui deviendront libres par le fait de la démolition des remparts.

Nous exposerons pour terminer nos conceptions à cet égard.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DES ANCIENNES ENCEINTES

Les différents auteurs qui se sont occupés des anciennes enceintes ont adopté chacun une énumération différente de ces clôtures. Sous prétexte, par exemple, que l'enceinte de Charles V sur la rive droite a reçu au cours des siècles de nombreuses extensions, certains auteurs ont multiplié à plaisir le nombre des remparts qui ont successivement emprisonné Paris.

Ces détails n'ont ici qu'une importance secondaire.

Nous admettrons pour simplifier notre exposé qu'il a été établi autour de Paris, antérieurement à 1840, cinq enceintes successives :

- 1° Enceinte gallo-romaine (III^e ou IV^e siècle).
- 2° Enceinte de Louis le Gros (X^e ou XI^e siècle).

3° Enceinte de Philippe-Auguste (xii^e et xiii^e siècle).

4° Enceinte de Charles V (du xiv^e au xvi^e siècle) souvent remaniée et étendue.

5° Mur d'octroi de Louis XVI (1784-87).

Première enceinte. — C'est l'enceinte gallo-romaine. Selon M. Longnon, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, elle date de la fin du iii^e ou du commencement du iv^e siècle. Elle entourait seulement l'île de la Cité (1).

Deuxième enceinte dite de Louis VI (Louis le Gros) ou enceinte des Capétiens. — La date de construction de cette enceinte est presque aussi incertaine que celle de la première ; elle appartient au x^e ou xi^e siècle. On est à peu près d'accord pour décider qu'elle fut commencée par Louis le Gros et achevée par son fils Louis VII.

Son tracé reste hypothétique et il n'est même pas certain qu'il ait existé une clôture sur la rive gauche, car elle était très peu peuplée.

Sur la rive droite, il paraît probable que cette enceinte partait de la Seine tout près de Saint-Germain-

(1) A plusieurs reprises il en a été retrouvé des restes, notamment en 1898. A cette date, certains travaux exécutés dans le voisinage de l'Eglise Notre-Dame ont mis à jour un certain nombre de pierres ayant fait partie de cette enceinte. Cette découverte a fait l'objet d'un procès-verbal de la Commission du Vieux-Paris, dans lequel se trouve consignée l'opinion précitée de M. Longnon. — (Procès-verbal de la Commission du Vieux-Paris, 28 janv. 98).

l'Auxerrois et après s'être dirigée vers le nord jusque dans le voisinage des Halles Centrales, tournait à l'est et rejoignait la Seine près de la place de l'Hôtel de ville. Elle décrivait ainsi un arc de cercle qui enfermait le quartier Saint-Germain-l'Auxerrois et une partie des quartiers des Halles et Saint-Merri.

Sur la rive gauche, si toutefois cette rive fut fortifiée à cette époque (1), le mur partait du quai à l'extrémité de la rue des Grands-Augustins, remontait vers le sud jusqu'au boulevard Saint-Germain et se dirigeant vers l'est jusqu'à la hauteur de la rue de Bièvre, rejoignait le fleuve au quai Montebello, décrivant ainsi un arc de cercle qui enfermait une partie du quartier de la Monnaie et le quartier Saint-Séverin (Place Maubert).

Troisième enceinte dite de Philippe-Auguste. — C'est la plus célèbre. On en connaît exactement le tracé, la hauteur et l'épaisseur moyenne, la structure générale ainsi que la nature des matériaux qui entraient dans sa construction.

Commencée en 1188, elle fut terminée en 1210. Sa longueur totale était de 5.000 mètres.

Sur la rive droite, l'enceinte de Philippe-Auguste commençait au pont des Arts, remontait vers le nord jusqu'à la hauteur de la rue du Grenier Saint-Lazare,

(1) La plupart des auteurs l'affirment; cette opinion est combattue par Bonnardot : *Dissertations sur les anciennes enceintes*.

se dirigeait vers l'est et rejoignait le fleuve au quai des Célestins, tout près du pont Marie. Elle enfermait par conséquent les quartiers Saint-Germain-l'Auxerrois, des Halles, une partie des quartiers Saint-Avoye et des Archives et presque la totalité du 4^e arrondissement (Hôtel de Ville).

Sur l'autre rive, elle commençait également au pont des Arts (1) et, après avoir décrit, en se développant vers le sud, un arc de cercle qui s'étendait jusqu'au jardin du Luxembourg et au Panthéon (2), elle rejoignait la Seine près du pont Sully (3), entourant ainsi le quartier de la Monnaie, celui de la Sorbonne et une partie seulement du quartier Saint-Victor.

Cette clôture consistait en une muraille en maçonnerie, mesurant en moyenne 6 à 7 mètres de hauteur, sans compter les fondations, et une épaisseur moyenne de 2^m,50 à 3 mètres.

Elle était flanquée de tours ou tournelles.

Quatrième enceinte dite de Charles V. — Le tracé de l'enceinte de Philippe-Auguste est resté le même sur la rive gauche jusqu'à sa démolition. Toutefois, elle

(1) C'est là que se trouvait la célèbre tour de Nesles (pavillon oriental de l'Institut, bibliothèque Mazarine) ; une inscription en fait foi !

(2) Rue Clovis, on voit, adossé à la maison portant le n^o 1, un pan de mur dépendant de cette enceinte : il en est peut-être le dernier vestige apparent.

(3) Ici se trouvait la *Tournelle*, qui fut d'abord une simple tour, puis une forteresse.

subit bien des transformations au cours des siècles et des fossés furent creusés sur tout le périmètre.

A partir de Charles V et sous les règnes qui suivirent, l'enceinte de la rive droite reçut des extensions considérables et fut renforcée par des bastions et des fossés. Sous Louis XIII, on avait fini par enfermer à peu près tout le centre de Paris compris entre la place de la Concorde, la rue Royale, la Madeleine, la ligne des grands boulevards jusqu'à la Bastille et au pont d'Austerlitz.

Démolition de l'enceinte sous Louis XIV. — Sous l'influence de Vauban, une révolution s'était opérée dans le système de fortification du royaume. On admit que le vrai rempart de la capitale devait être aux frontières et l'on agit en conséquence.

En 1684, les fossés étaient comblés et les murailles démolies. Cependant on jugea prudent d'établir sur l'emplacement de l'ancienne clôture de la rive droite un rempart qui n'était qu'une chaussée ou terrasse plantée d'arbres qu'on nomma le « Nouveau Cours ». Mais par suite des empiètements des riverains, ce rempart fut lui-même peu à peu aplani et le « Nouveau Cours » est devenu le boulevard qui s'étend aujourd'hui de la Madeleine à la Bastille.

Sur la rive gauche, les clôtures furent simplement remplacées par des boulevards plantés d'arbres. Malheureusement, ces terrains furent, dans la suite, aliénés

pour procurer des ressources au trésor royal ; des constructions s'élevèrent sur leur emplacement et il ne reste plus rien de ces anciennes promenades.

Mur d'octroi de Louis XVI. — La démolition des remparts sous le règne de Louis XIV eut une répercussion fâcheuse sur les recettes de l'octroi. La fraude devint immense. Les fermiers généraux s'en plaignirent et obtinrent, en 1784, la permission d'établir une nouvelle clôture autour de Paris. Cette clôture, qui n'était qu'un mur d'octroi, était presque achevée en 1787 lorsque les travaux furent suspendus sur l'ordre de Brienne, à cause des sommes énormes qu'ils avaient coûtées et que l'on a estimées à 25 millions.

Le 1^{er} mai 1791, les droits d'octroi étant abolis, le mur devint inutile. Mais après le rétablissement de l'octroi sous le Directoire — (an V) — on reconnut les services qu'il rendait et Bonaparte le fit achever. Il a subsisté jusqu'en 1860, époque à laquelle les communes suburbaines, aujourd'hui comprises dans Paris, ont été annexées à la ville.

Le tracé de cette muraille était sensiblement le même que celui de la ligne métropolitaine n° 2.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DES FORTIFICATIONS DE 1840

SECTION I

Causes qui ont provoqué la construction des fortifications.

Dès l'année 1818, la question de la défense de Paris fut posée devant l'opinion et le Parlement. On était encore sous l'impression des invasions de 1814 et de 1815 et il paraissait nécessaire de se prémunir contre le retour de pareilles éventualités. Or, l'enceinte qui existait alors n'avait aucune valeur défensive : c'était simplement le mur d'octroi construit sous Louis XVI.

Une commission composée de spécialistes fut nommée, en 1818, pour examiner la question. Son travail n'eut aucune suite.

Au lendemain de la Révolution de 1830, le gouvernement de Louis-Philippe, qui redoutait une guerre, entreprit de fortifier Paris et, sans même prendre l'avis des Chambres, il fit commencer les travaux.

Nous lisons, en effet, dans le *Moniteur* du 11 avril 1831 :

« Hier, 9 avril, le roi est allé visiter les ouvrages de
« fortifications qui s'élèvent pour la défense de Paris »,
et plus loin : « Les travaux projetés sur la rive droite
« sont loin d'être achevés sur la plus grande partie de
« leur développement. Sa Majesté les a parcourus de-
« puis Saint-Denis jusque sur les hauteurs de Romain-
« ville... etc. »

Mais il ne s'agit encore que de forts détachés, de points stratégiques à fortifier, sans qu'il y ait à cette date de projet arrêté et définitif.

Lors de la discussion des lois de finances de 1831 et 1832, au moment de voter les crédits nécessaires à ces travaux, nous assistons aux premières passes d'armes entre partisans et adversaires de Paris fortifié. La nécessité de voter une loi apparaît clairement et une commission se réunit qui demande à la Chambre, par l'organe du colonel Lamy, un crédit de 35.000.000 de francs (1).

La question n'était pas encore mûre. Une nouvelle commission, nommée le 29 avril 1836, devait seulement rédiger le projet définitif qui aboutit à la loi du 3 avril 1841.

Il est à remarquer que le gouvernement n'attendit

(1) Séance du 22 avril 1833.

pas le vote de la loi pour faire exécuter les premiers travaux. Dans le courant de l'année 1840, au lendemain du traité de Londres, la paix de l'Europe menaça d'être troublée (1). Les grandes puissances ayant prétendu régler en dehors de la France le conflit pendant entre la Turquie et l'Egypte, le gouvernement français dût se préparer à la guerre qui paraissait imminente.

Les Chambres étaient en vacances. Le ministère ne jugea pas nécessaire de les convoquer pour engager les dépenses indispensables ; il n'attendit pas davantage la rentrée. Le 13 septembre, une ordonnance ouvrait un crédit de 400 millions pour la construction des fortifications de Paris. Le lieutenant général Dode de la Brunerie, président du comité des fortifications, fut désigné pour diriger les travaux qui furent aussitôt entrepris.

SECTION II

Débats parlementaires.

C'est seulement le 13 janvier 1841 que la discussion s'ouvrit à la Chambre des députés.

La question soulevait depuis de nombreuses années les plus vives polémiques dans le Parlement et la

(1) Le traité, disait le *Journal des Débats*, est une insolence que la France ne supportera pas.

presse. Les adversaires du projet, dont la plupart étaient en même temps ceux du gouvernement, le combattaient surtout au point de vue des dangers qu'il présentait, à leurs yeux, pour la liberté. Les fortifications projetées, disaient-ils, pourront devenir, aux mains d'un gouvernement anti-libéral, un puissant moyen d'oppression.

Ces prévisions pessimistes ne se sont jamais réalisées et c'est même tout le contraire qui devait se produire. Nous savons, en effet, que l'enceinte continue a puissamment protégé le mouvement insurrectionnel de 1871, car le gouvernement de Versailles n'a pas voulu — et il faut l'en féliciter ! — bombarder Paris.

Dans cette bataille parlementaire, dont l'issue fut, un moment, très douteuse, ce fut l'intervention de M. Thiers qui assura la victoire du Gouvernement. L'ancien président du conseil du 1^{er} mars 1840, auquel était réservé l'honneur d'occuper, trente années plus tard, la première magistrature du pays, avait, en effet, été nommé rapporteur du projet. La commission ne pouvait faire un meilleur choix et l'on savait qu'il déploierait dans le débat toutes les ressources de ce merveilleux talent d'exposition qui en ont fait l'incomparable orateur d'affaires que nos aînés ont connu.

Son rapport condense et met en lumière tous les arguments qu'il était possible de faire valoir en faveur du projet ; nous ne saurions le passer sous silence, car son importance est capitale.

Rapport de M. Thiers. — En pareille matière, il était prudent de s'appuyer sur de grands noms et habile d'invoquer le souvenir douloureux de l'invasion. Thiers n'y manque pas et, dès le début de son rapport, il invoque l'autorité de Vauban (1) et de Napoléon.

« Si Paris avait été fortifié en 1814, le sort de la guerre eût été changé... » et encore : « La leçon des événements est telle que nous serions impardonnables si nous ne profitions pas de la durée de la paix pour nous occuper enfin d'un intérêt national signalé à notre attention par de si grands événements et de si grands esprits. »

Le rapporteur évoque ensuite le souvenir des anciennes coalitions formées contre la France ; il fait observer qu'il peut s'en produire de nouvelles et fait allusion aux bruits de guerre qui avaient couru quelque temps auparavant.

Pour achever sa démonstration sur la nécessité qui s'impose de fortifier les capitales, Thiers cite quelques passages des *Mémoires* de Napoléon :

(1) Il peut paraître étrange qu'à Thiers puisse citer Vauban. Nous avons, en effet, exposé précédemment que sous l'influence de cet homme de génie, une révolution s'était opérée dans le système des fortifications du royaume et que l'on en vint à admettre que le vrai rempart de la capitale devait être aux frontières. Nous n'avons pas voulu dire pour cela que Vauban ait jugé complètement inutile de fortifier Paris. Ce qui est exact, c'est qu'il avait hérissé le territoire d'un si grand nombre de forteresses que Louis XIV se crut en suffisante sécurité pour pouvoir démanteler Paris.

« Si, en 1805, Vienne eût été fortifiée, la bataille d'Ulm
« n'eût pas décidé de l'issue de la guerre ; le corps
« d'armée que commandait le général Kutuzow y au-
« rait joint les autres corps de l'armée russe, déjà
« arrivés à Olmütz et l'armée du prince Charles arrivant
« d'Italie. En 1809, le prince Charles qui avait été battu
« à Eckmühl et obligé de faire sa retraite par la rive
« gauche du Danube aurait eu le temps d'arriver à
« Vienne et de s'y réunir avec le corps du général
« Hiller et l'armée de l'archiduc Jean... Si Berlin avait
« été fortifié en 1806, l'armée battue à Iéna s'y fût
« ralliée et l'armée russe l'y eût rejointe. »

Utile sans doute, la fortification de Paris sera certainement souveraine et Thiers émet une affirmation que les faits ne tardèrent pas à démentir cruellement :

«... Si vous parvenez à rendre la capitale forte et
« susceptible de soutenir une attaque régulière, vous
« la délivrez à jamais de tous les dangers d'un siège ;
« car si Paris peut se défendre comme Metz, Strasbourg
« ou Lille, Paris ne sera jamais attaqué... »

Et cette idée de Paris invulnérable paraît chère à l'orateur ; il s'y complait, examine la possibilité d'un siège de Paris fortifié :

« Jamais un ennemi ne sera 60 jours devant Paris :
« c'est lui et non point Paris qui serait affamé. On ne
« peut pas supposer qu'un ennemi envahisseur osât se
« présenter devant Paris avec moins de 200.000 à
« 250.000 hommes. Il lui serait impossible de se faire

« suivre par ses magasins sans des efforts gigantesques
« et impossibles, sans plusieurs armées sur ses derrières
« pour couvrir les routes. Il faudrait qu'il vécût sur le
« pays... Or, supposez trente jours d'une telle situation,
« supposez-en quarante et cinquante : vous arrivez à
« des impossibilités physiques. »

Suit l'exposé des voies et moyens, l'évaluation de la dépense. L'enceinte aura un développement d'environ 33.000 mètres et coûtera environ 133.000.000 de francs (1).

La question des servitudes militaires est assez sommairement traitée. Le rapport expose que la zone de servitude pourra être réduite à 250 mètres et il propose un système d'après lequel on n'indemniserait personne, mais d'après lequel on achèterait tous les terrains jugés utiles (2).

A ceux qui prétendaient que les fortifications de Paris pourraient constituer un moyen d'oppression aux mains d'un gouvernement anti-libéral, Thiers répond : — et il semble mieux inspiré !

« Imaginer que des ouvrages de fortifications quel-
« conques peuvent nuire à la liberté et à l'ordre, c'est
« se placer en dehors de toute réalité. D'abord, c'est

(1) En réalité, la dépense a été bien supérieure, mais il est impossible d'en déterminer le chiffre ; il est approximativement de 140 millions.

(2) Nous verrons par la suite à quelles controverses et à quelles tracasseries administratives ont donné lieu les servitudes militaires autour de Paris.

« calomnier un gouvernement quel qu'il soit que de
« supposer qu'il puisse un jour chercher à se maintenir
« en bombardant sa capitale. Quoi ! après avoir percé
« de ses bombes la voûte des Invalides ou du Panthéon,
« après avoir inondé de ses feux la demeure de vos
« familles, il se présenterait pour vous demander la
« confirmation de son existence ! Mais il serait cent
« fois plus impossible après la victoire qu'aupara-
« vant !... »

Reste à déterminer le mode de protection le plus efficace et c'est le système de l'enceinte continue protégée en avant par des forts détachés.

«... Les forts ne deviennent tout ce qu'ils peuvent
« être qu'appuyés sur une enceinte... L'enceinte, à
« son tour, reçoit des forts extérieurs une valeur tel-
« lement supérieure à ce qu'elle aurait si elle existait
« seule qu'on ne saurait sans danger s'en priver vo-
« lontairement...

« Cette ligne (celle des forts) distante depuis 2.000
« jusqu'à 7.000 mètres de l'enceinte continue qui, elle-
« même, est déjà très loin des quartiers habités de la
« capitale, rend absolument impossible l'action des pro-
« jectiles incendiaires : Paris ne peut plus être bom-
« bardé... »

Le rapport se termine en affirmant l'accord de la commission et du gouvernement sur tous les points essentiels du projet.

Discussion du projet de loi à la Chambre des dé-

putés. — La discussion du projet de loi se poursuivit à la Chambre des députés au cours des mois de janvier et février et occupa dix séances. Elle fut des plus animées.

Le projet du gouvernement soutenu notamment par le marquis de Chasseloup-Laubat, le maréchal de Sébastiani, le général Bugeaud, M. de Rémusat, fut vivement combattu par M. de Golbéry, M. de Lamartine et enfin M. Mauguin qui, traitant d'une façon magistrale la question militaire et financière, fit preuve, au dépens de son ennemi Thiers, d'une verve aussi mordante que spirituelle.

Certaines paroles de Lamartine sont particulièrement intéressantes et il prononça à cette occasion quelques-uns de ses meilleurs discours :

« Je repousse ce projet insensé... La force de la France n'est pas dans les murailles de Paris : la force est dans son peuple, dans son soldat...

« On ne peut pas nourrir et contenir une ville de 1.500.000 âmes et, Paris assiégé, c'est le gouvernement renversé et la France saisie au cœur ! Qu'est-ce donc au fond pour l'Europe ? Une capitulation avant la bataille. Personne ne s'y trompe ! 500 millions pour cela ? C'est trop stupide pour une vérité, c'est trop cher pour un mensonge. Je le repousse (le projet) au nom du bon sens, de la dignité, de l'humanité et de la liberté de mon pays(1). »

(1) Séance du 21 janvier 1841. *Moniteur* du 22 janvier.

Si l'orateur s'illusionnait en proclamant le projet dangereux pour la liberté des Parisiens, certaines de ses affirmations se sont de point en point réalisées et sa défiance visant l'efficacité du projet n'était que trop justifiée.

Empruntant à son adversaire ses propres armes, Lamartine lit des citations de Vauban, d'ailleurs parfaitement ridicules, et conclut que ce sont là : « ce que « Vauban lui-même appelait ses rêveries et que certes « il ne nous est pas permis d'appeler aujourd'hui d'un « autre nom. C'est l'enfance, la seconde enfance d'un « homme de génie ! »

En ce qui concerne l'opinion de Napoléon, ses critiques sont encore plus fondées. Après avoir rappelé que Thiers avait invoqué en faveur du projet l'autorité de ce grand homme de guerre, il ajoute : « Hier au « soir, Messieurs,... j'ai relu le *Mémorial de Sainte Hélène* et j'y ai trouvé, vol. VI, page 27, ces propres paroles :

« On a dit que j'avais conseillé de fortifier Paris ; je « n'ai jamais eu la pensée de fortifier Paris et, si on me « l'avait proposé, je l'aurais refusé. »

Nous croyons inutile de nous arrêter plus longtemps sur ces débats dont nous avons indiqué les points les plus saillants.

Tous les amendements proposés sont rejetés, à l'exception de celui de M. Lherbette ainsi conçu :

« La ville de Paris ne pourra être classée parmi les

« places de guerre du royaume qu'en vertu d'une loi
« spéciale. »

Cet amendement est devenu l'article 7 de la loi.

Voté à la Chambre des députés le 2 février, le projet gouvernemental ainsi modifié eut encore à subir de rudes assauts à la tribune de la Chambre des pairs et il ne fut voté que le 1^{er} avril, après avoir occupé onze séances de cette assemblée.

Sa promulgation au *Moniteur* est du 3 avril 1841. (1)

SECTION III

Description sommaire des fortifications de Paris.

La construction des fortifications de Paris a duré 5 ans, elle ne fut achevée qu'en 1845.

La ville est entourée d'une enceinte continue comprenant 94 fronts bastionnés. Cette enceinte consiste en une *rue militaire* de 7 mètres de largeur, un rempart dont le parapet a 6 mètres d'épaisseur avec un mur de 10 mètres de haut sur 3 m. 50 d'épaisseur, construit en moellons et revêtu en pierres meulières de un mètre d'épaisseur. Ce mur est désigné sous le nom *d'escarpe*. Autour et extérieurement règne un fossé de

(1) Voir aux Annexes le texte de la loi.

15 mètres de largeur et de 8 mètres de profondeur (1).

Le développement total de l'enceinte est d'environ 33 kilomètres, sa largeur moyenne est de 142 mètres, y compris la rue militaire à l'intérieur et le *glacis* ou remblai en pente douce, à l'extérieur.

La ceinture de forts détachés, au nombre de 16 sous Louis-Philippe, mesurait un périmètre d'environ 60 kilomètres. Le rôle de ces forts est à peu près terminé ; leur résistance à l'artillerie actuelle est absolument nulle et ils ne peuvent être utilisés que comme des réduits pour les défenseurs des nouveaux forts.

Depuis les événements de 1870, il a, en effet, été créé une seconde ligne de défense en avant. Ces nouveaux ouvrages, comprenant 17 forts et un certain nombre de batteries et de redoutes, forment ainsi une ceinture fortifiée qui enferme Versailles et présente un développement d'environ 150 kilomètres. Elle constitue ce que l'on appelle « le camp retranché de Paris ».

C'est cette nouvelle conception de la défense qui nous permet de contester l'utilité de l'enceinte continue de 1840.

(1) Pour détails qui nous amèneraient trop loin, voir : 1° Général Ducrot, *La Défense de Paris*, t. I. — 2° *Conférences sur les fortifications de Paris par un ancien élève de l'Ecole Polytechnique*. Paris, sept. 70.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE DU SYSTÈME DÉFENSIF DE PARIS

SECTION I

Aperçu sur le rôle de l'enceinte en 1870.

Les événements n'ont pas confirmé l'opinion des partisans du projet de 1840, réalisé, comme nous venons de le voir, dans les cinq années qui suivirent. L'enceinte a joué pendant le siège de 1870-1871 un rôle assez effacé. Elle n'a pas préservé Paris d'un bombardement qui a duré un mois (27 décembre 1870 au 28 janvier 1871); elle n'a pas empêché d'être privé de toutes communications avec l'extérieur et finalement affamé.

Les opérations des défenseurs rassemblés à l'intérieur de la ville ont uniquement consisté en sorties ou en tentatives de sorties sous la protection des forts. C'est cette artillerie des forts qui a le plus fait pour la défense.

On disait, en 1841, que Paris, entouré d'une enceinte continue, ne pourrait jamais être investi, qu'il faudrait une armée trop considérable pour y réussir et que l'essayer, ce serait se heurter à des difficultés matérielles insurmontables.

Les mêmes affirmations optimistes se sont renouvelées au moment de la guerre. Les journaux publiaient de longs articles pour démontrer l'impossibilité d'investir Paris avec moins de 1.500.000 hommes ou, au minimum, de 1.200.000 ; or, disaient-ils, une place de guerre qui peut se ravitailler et conserver ses communications est imprenable, à moins d'être emportée d'assaut (1).

Est-il nécessaire de rappeler comment ces illusions furent cruellement démenties ? comment, pendant que des corps d'armée prussiens se jetaient de tous côtés sur les forces françaises qui s'organisaient, les 235.000 hommes qui assiégeaient Paris perfectionnaient leurs lignes d'investissement et avec de la patience et du travail les rendaient infranchissables, presque inabordable ?

(1) Général Ducrot, *La défense de Paris, 1870-71*. Ouvrage publié en 1875, tome 1^{er} page 199.

Les assiégés, au contraire, finirent par avoir 500.000 hommes ; c'était même trop, car on manquait d'armes, de munitions et de vivres.

Si nous cherchons à savoir comment furent jugées les fortifications par ceux-là mêmes qui ont été appelés à les utiliser et qui ont pu les apprécier à leur juste valeur, nous allons voir qu'elles furent bien inférieures au rôle efficace que certains espéraient leur voir remplir.

... « Dès le 1^{er} août 1870, écrit le général Ducrot, le « gouvernement de la Régence porte son attention sur « l'insuffisance des moyens de défense ; il fut décidé « que les fortifications de Paris serait complétées par « des ouvrages extérieurs afin de pouvoir parer à la « nouvelle portée de l'artillerie qui changeait toutes les « conditions de l'attaque et de la défense... » (1)

Plus loin, le général Ducrot explique comment les fortifications ont été construites en un temps où l'artillerie de siège avait une portée maxima de 1.600 mètres, alors qu'on allait avoir devant soi des armes portant à 7.000 mètres. Il s'agissait de lutter contre « un véritable anachronisme », ajoute-t-il encore.

L'expérience a prouvé que cette opinion était la seule juste et nous croyons qu'en pareille occurrence les faits ne manqueraient pas de la justifier une deuxième fois.

(1) Général Ducrot, *La défense de Paris, 1870-71*.

SECTION II

Les fortifications devant l'opinion.

§ 1^{er} — *Avant 1870.*

Quoique fort discutées et violemment combattues dans le Parlement au moment de leur naissance, les fortifications de Paris ont été considérées comme une sauvegarde parfaite pour la capitale dans la période qui précéda la capitulation de 1870.

L'opinion qui proclame leur efficacité est fort répandue.

Le colonel Vandervelde, officier de l'armée belge, prétend démontrer que Paris ne saurait être pris : « Bloquer Paris n'est pas possible » (1). Il est à remarquer que son ouvrage a été écrit en août 1870.

Quant au génie militaire, « il considérait le blocus comme une chose mathématiquement impossible et du domaine des chimères. Une armée de 600.000 hommes, disait-on, suffirait à peine pour l'investissement de Paris » (2).

(2) Colonel Vandewelde, *Description des fortifications de Paris* Bruxelles, 1870.

(1) Général Ducrot, *op. cit.*, p. 192.

Le marquis de Chasseloup-Laubat estimait que l'ennemi, dans les circonstances les plus favorables, ne pourrait stationner devant Paris plus de 15 ou 20 jours (1).

Il serait facile de continuer les citations de ce genre (2), mais nous croyons avoir suffisamment démontré par ces quelques exemples la foi commune, avant 1871, dans la valeur défensive des ouvrages de 1841.

§ 2. — *Après 1870.*

On a vu leur impuissance réelle. La leçon n'a pas été perdue. Aujourd'hui, dans le monde militaire, toute la jeune école se prononce catégoriquement pour la suppression du mur d'enceinte.

Déjà, en 1883, le général Campenon, ancien ministre de la guerre, s'avouait publiquement partisan convaincu de cette suppression.

C'est là une opinion qui, à notre époque, est devenue à peu près unanime.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le plus grand ingénieur militaire du xix^e siècle, le général Brialmont :

(1) Opinion rapportée par le général Trochu dans son livre : *Pour la vérité et la Justice*.

(2) Par ex : *Considérations politiques et militaires sur les travaux de fortifications exécutés depuis 1815 en France et à l'étranger.* — *Ardant*, Metz, 1846.

« L'enceinte de Paris a plus d'importance qu'elle
« n'en aurait dû avoir... Le gouvernement français au-
« rait pu se contenter d'une enceinte beaucoup plus
« simple et par conséquent moins coûteuse. *Le type*
« *adopté est entre tous défectueux*. Il présente en effet
« de hautes escarpes exposées aux coups plongeants de
« l'attaque, des flancs ricochables armés de pièces a
« ciel ouvert, des remparts sans traverses ni abris et
« un corps de place dépourvu de casemates et de loge-
« ments à l'épreuve de la bombe.

« Ce n'était donc pas, quoi qu'en ait dit M. Thiers,
« une enceinte de siège pouvant offrir une longue ré-
« sistance à l'attaque pied à pied » (1).

C'est en 1880 que le général Brialmont s'exprimait ainsi. Que dirait-il aujourd'hui à la suite des récents progrès de l'artillerie ?

Le général Cosseron de Villenoisy est plus affirmatif encore :

« Deux faits impossibles à prévoir ont bouleversé tous ces calculs (les calculs des hommes d'Etat et des militaires de 1840 !) L'invention des canons rayés, le chargement des bouches à feu par la culasse ont porté l'action utile de ces armes de 1.800 à 6.000 mètres et même plus. Il a donc fallu construire une nouvelle série de forts pour reporter en avant la défense active, la ligne de combat. D'autre part, l'accroissement de la

1) La défense des Etats et les camps retranchés, par le général Brialmont, 1880.

population parisienne a dépassé tout ce que l'on pouvait supposer... (De même celle des communes suburbaines). Ce ne sont plus des villages de peu d'importance, ce sont de grandes villes ayant jusqu'à 45.000 habitants, comme Saint-Denis... (1) Une faible distance de 240 mètres les sépare du rempart, de sorte que cette fortification *a perdu toute sa valeur*. Elle ne voit rien et se trouve en arrière d'une partie importante de ce qu'elle devrait protéger » (2).

Le général expose ensuite le plan d'une nouvelle enceinte qui serait tracée sur la ligne des anciens forts et il entre à ce sujet dans des détails très minutieux. Sans suivre cet écrivain militaire sur ce terrain, nous retiendrons seulement cet aveu formel : « cette fortification a perdu toute sa valeur ».

Le colonel du génie Crainiciano, professeur de fortification à l'école d'application de l'artillerie et du génie de Bucharest (3) ; le commandant Mongin (4) font entendre une note à peu près identique.

D'après le colonel Crainiciano : « la première conséquence de ces inventions — (les nouvelles bouches à feu et les obus-mines) — fut l'impossibilité de tenir l'artillerie de la défense à découvert sur les terre-

(1) L'auteur donne le chiffre du recensement de 1881. Aujourd'hui, la population de Saint-Denis est de 61.000 habitants.

(2) Etude parue dans le *Journal des Débats* les 23, 24 et 25 avril 1884.

(3) La fortification permanente actuelle, Paris, 1889. — C'est un élève de Brialmont. Celui-ci a fortifié Bucharest.

(4) Les nouveaux explosifs et la fortification. 1887.

« pleins de la fortification. On eut immédiatement recours aux cuirassements et l'on installa cette artillerie dans des coupoles... »

Nous ne voyons rien de tel dans les forts autour de Paris et encore bien moins sur l'enceinte. Ainsi, d'après cet auteur, non seulement l'enceinte continue serait inutile, mais les forts avancés ne présenteraient plus une protection suffisante.

D'après le commandant Mongin : « l'invention des projectiles à la mélinite et à la piroxyline (appelée aussi roburite) apportera certainement des modifications profondes dans l'organisation de la fortification . » Et l'auteur de conclure à une révolution pareille à celle qui a suivi l'apparition de la poudre à canon, à la disparition de la fortification permanente parce que : « il n'est pas certain que le système défensif actuel, une fois remanié, ne sera pas, par rapport à des projectiles ou des engins de destruction nouveaux, dans des conditions analogues à celle où il se trouve par rapport aux obus-torpilles (ou obus-mines) (1). »

Les différentes opinions que nous venons de citer sont déjà anciennes, puisqu'elles datent d'une vingtaine d'années au moins. Nous estimons qu'elles n'en ont que plus de valeur, étant donnés les progrès immenses de l'artillerie dans ces dernières années.

La jeune école militaire n'a plus aucune confiance

(1) Cette citation est extraite d'un article attribué au même auteur et paru le 18 décembre 1887 dans la *Revue du cercle militaire*.

dans la fortification permanente, quelle qu'en soit la forme. Ses critiques s'adressent même aux forts détachés, aux ouvrages fortifiés les plus récents. Que dire alors de l'enceinte de Paris et est-il nécessaire d'insister encore sur son évidente inutilité ?

Il existait cependant, jusqu'en ces derniers temps, quelques partisans de ce système désuet qui, tout en reconnaissant l'urgence de désaffecter l'enceinte actuelle, demandaient la construction d'un nouveau rempart englobant les communes suburbaines.

Le ministère de la guerre se fit même à maintes reprises le porte-parole de ces desiderata qu'il semble avoir abandonnés aujourd'hui.

Le Conseil général de la Seine et le conseil municipal de Paris n'ont cessé de protester contre un tel projet. L'établissement d'une nouvelle enceinte causerait aux générations futures les mêmes embarras, les mêmes maux dont nous nous plaignons, sans offrir plus de garantie pour la défense nationale.

§ 3. — *La Presse.*

Dès que la question de la désaffectation de l'enceinte a été posée devant l'opinion, la presse s'y est montrée unanimement favorable.

Les journaux de toutes nuances, même certains or-

ganes spéciaux, comme la *France militaire*, ont mené, tout aussitôt une active campagne.

Le 24 juin 1883, ce journal s'exprimait ainsi : «... Im-
« porte-t-il de conserver en dedans du périmètre des
« nouveaux forts un noyau central?... Oui, il faut un
« noyau central. Mais doit-il nécessairement consister
« dans l'enceinte actuelle scrupuleusement conservée?
« Non, assurément ».

C'est une première concession, précieuse à recueillir, vu sa source et sa date ; elle devrait être suivie de bien d'autres !

Les feuilles populaires sont plus promptes à faire connaître ce projet et à le louer sans réserves.

Le *Petit Journal* (24 et 26 nov. 1884), après avoir donné un compte-rendu sommaire d'un ouvrage dû à la plume d'un spécialiste, conclut ainsi :

« Nous devons réclamer sans cesse ni répit cette co-
« lossale opération... Nous avons toujours été partisans
« de la démolition des inutiles remparts de 1841 (1) ».

Cette campagne de presse date du début des négocia-

(1) Nous trouvons l'expression des mêmes désirs dans presque toutes les feuilles de l'époque et notamment :

La République française, 13 novembre 1883.

La Lanterne, 21 avril 1884.

Le Figaro, même date, qui signale les réticences du général Gillon, directeur du génie.

Le Paris, 3 déc. 84.

L'Intransigeant, 22 fév. 85.

La Justice, 21 fév. 85 (journal de M. Clémenceau).

Le Matin, 1^{er} et 24 fév. 85.

ciations échangées entre la ville de Paris et l'Etat au sujet des terrains de l'enceinte. Elle a été particulièrement vive au mois de février 1885, quand on apprit que le comité supérieur de la défense venait de repousser les propositions de la ville (19 fév. 85). Ce fut un concert unanime de protestations.

A ce moment, l'opinion publique espérait voir tous les travaux que nécessiterait la désaffectation de l'enceinte terminés avant l'Exposition de 1889. Quand il fut prouvé qu'il était trop tard, on n'en parla plus.

La campagne reprit de plus belle après l'Exposition ; la mélinite venait d'être inventée : les partisans du démantèlement tenaient un argument de plus.

Mais, dans notre beau pays de France, on se lasse de tout. Chaque fois que la question a été portée soit devant le conseil municipal, soit au Parlement, la Presse a recueilli l'écho de ces discussions, mais l'opinion semble bien s'être passionnée de moins en moins pour cette question dont la solution est cependant pour la ville d'un intérêt capital.

Il suffira sans doute de peu de chose pour réveiller l'attention endormie ; l'approche de la période d'exécution des premiers travaux, qui ne saurait tarder, aura peut-être ce résultat et déjà, en 1905 et 1906, quand on a pu croire le Bois de Boulogne menacé, un sursaut d'indignation a fait jaillir de tous côtés d'unanimes protestations (1) : le Parisien ne saurait

(1) Voir, *Le Figaro* en sept. 1905.

rester indifférent quand la beauté de la ville est en jeu !

SECTION III

La situation faite aux communes suburbaines par l'existence de l'enceinte en cas de guerre.

Quel serait le sort des communes suburbaines en cas de siège ?

Par ce qui s'est passé en 1870, il est possible de préjuger ce qui se passerait si Paris était assiégé une seconde fois de nos jours.

Si l'on s'obstinait à maintenir l'enceinte actuelle, qui peut prévoir les sacrifices que pourrait et que devrait sans nul doute exiger la Commission de défense chargée d'organiser la résistance ?

Si, contrairement à toute attente, l'ennemi forçait la ligne des nouveaux forts et s'emparait de l'un ou de plusieurs d'entre eux, de façon à occuper un secteur menaçant Paris, qui peut affirmer que le sacrifice d'une ou de plusieurs communes ne s'imposerait pas ?

La population de la banlieue, ses constructions, ses richesses, son importance en un mot, se sont accrues d'une façon considérable depuis la guerre. Et cependant nous estimons que la banlieue la plus voisine de la capitale court de plus grands risques avec l'enceinte

actuelle qu'après sa suppression. Elle est appelée à servir de plastron au corps de place, au noyau central, et à recevoir tous les coups.

Le bon sens suffit pour s'en rendre compte. Ces communes suburbaines sont comprises entre une ligne de circonvallation et une ligne de contrevallation. La ligne de blocus, éloignée au début, peut se resserrer et les communes de la périphérie seront exposées à recevoir des coups des deux côtés et finalement vouées peut-être à la destruction complète.

Or, on sait que l'Etat décline toute responsabilité à l'égard des dégâts causés par la guerre. Ce n'est qu'à titre purement gracieux que des indemnités ont été versées aux victimes de la guerre en 1870 et, d'ailleurs, les 250 millions de francs de bons de liquidation, créés à ce moment, étaient bien insuffisants. Les dégâts causés par les hostilités ont atteint plusieurs millions, nul n'en saurait dire le chiffre, et les indemnités accordées n'en ont réparé qu'une infime partie.

Il est donc sage de faire tout ce qu'il est possible pour éviter à la banlieue immédiate de Paris le retour de pareils faits dont les résultats seraient encore plus dommageables aux intéressés. Il n'est à cela qu'une solution : la désaffectation de l'enceinte et l'établissement de la nouvelle ligne de défense au delà des communes suburbaines, au cours de la Seine, par exemple, entre le quai d'Auteuil et Saint-Denis.

CHAPITRE II

EXAMEN CRITIQUE DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES PRODUITES PAR LE SYSTÈME DE L'ENCEINTE CONTINUE

SECTION I

Inutile à la défense comme nous venons de le démontrer en nous appuyant sur l'autorité de spécialistes et sur les exemples de l'histoire, l'enceinte de Paris est nettement nuisible à la ville au point de vue économique et hygiénique.

Si les pages précédentes nous ont permis de conclure que l'on peut, sans inconvénient, désaffecter l'enceinte, les considérations qui suivent nous en font un devoir et ce sont elles qui nous ont décidé à entreprendre cette étude.

Lorsqu'on a fortifié Paris en 1841, le nombre de ses habitants s'élevait au maximum à 950.000. Si l'on ajoute à ce chiffre celui des faubourgs qui formaient

alors des communes distinctes, annexées en 1860 (100.000 habitants environ), on obtient un total d'environ 1.050.000 habitants qu'allaient entourer les fortifications.

D'après le recensement de 1906, Paris compte aujourd'hui 2.750.000 habitants environ, non compris la population flottante dont l'évaluation est bien difficile, mais qui, d'après l'opinion générale, n'est pas inférieure à 250.000 habitants. On obtient ainsi un total de 3 millions d'habitants, chiffre certainement inférieur à la réalité si l'on se rappelle que certains auteurs autorisés affirment qu'il y a en permanence dans la ville de Paris, en comptant la population fixe, les travailleurs de la banlieue qui passent leurs journées à Paris et enfin les provinciaux ou étrangers de passage, 3.600.000 individus (1).

En admettant le chiffre de 3 millions comme exact, on constate que la population a triplé depuis 1841, c'est-à-dire dans une période relativement courte de soixante-cinq années. Il en résulte que la densité de la population parisienne est devenue excessive et se trouve aujourd'hui bien supérieure à celle de Londres, Berlin ou Vienne (2).

(1) M. d'Audigné. Rapport au Cons. Munic. 1906.

(2) La densité de la population de Londres est d'environ 170 hab. par hectare (6 millions d'hab. pour 34.000 hectares); — celle de Berlin de 321 hab. par hect. (2 millions d'hab. pour 6.349 hect.); — celle de Vienne, 412 hab. par hect. (2 mil. d'hab. pour 17.812 hect); — celle de Paris, 384 hab. par hect. (3 millions d'hab. pour 7.802 hectares).

Cet accroissement excessif de la densité de population n'a pu se produire que par l'augmentation de la hauteur des maisons et la diminution des espaces libres. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on construisait déjà à Paris des maisons à cinq étages ; à notre époque, elles sont de six et parfois sept étages (1). Or, plus le nombre d'étages augmente, plus leur hauteur diminue, au détriment du volume d'air des appartements et de la santé publique.

Des expériences tout à fait concluantes ont été faites à ce sujet par M. Juillerat, directeur du casier sanitaire ; il en résulte, à n'en pas douter, que la tuberculose sévit tout particulièrement dans les villes qui se sont développées en hauteur au lieu de se développer en surface.

Autre conséquence de cette énorme densité de population, la circulation sur la voie publique devient chaque jour plus difficile par suite d'un encombrement toujours croissant. C'est même l'une des questions qui préoccupent aujourd'hui et à très juste titre l'édilité parisienne.

Les résultats inévitables d'un pareil état de choses peuvent se résumer en trois mots : immoralité, incommodité, mortalité. Nous croyons inutile d'insister beaucoup sur des conséquences aussi évidentes que désastreuses (1).

(1) Il existe même une maison de neuf étages portant le n° 48 de la rue de Valois.

(2) « Le marquis de Mirabeau qui était un humanitaire de son

En doit-on conclure que l'enceinte continue actuelle ou celles qui l'ont précédée sont la cause unique de ce surpeuplement ? Assurément non ! Toutes les capitales, même non fortifiées, souffrent du même mal, mais à un moindre degré, et il est bien certain que toute muraille, enserrant une grande cité, l'empêchant de s'étendre normalement, contribue pour une large part au surpeuplement dont elle souffre (1).

Il existe, au sujet de l'enceinte de Paris, une autre constatation non moins curieuse : chaque fois que la ville a agrandi son enceinte, elle a perdu en même temps une grande quantité d'espaces libres. Ce résultat, paradoxal en apparence, est cependant exact et peut s'expliquer historiquement.

Au Moyen Age et même à des époques plus rapprochées, la crainte des invasions attirait au sein des villes fortifiées les populations voisines : c'était une cause d'accroissement continu. A mesure que les espaces libres devenaient plus rares et que le prix des terrains augmentait, des faubourgs se formaient en dehors de l'enceinte. Sur la demande même de ces faubourgiens et à leurs frais, car c'étaient les bons bourgeois qui payaient, on reculait de temps en temps les remparts

temps disait dans la langue un peu verte à l'usage de la famille : L'entassement des hommes engendre la pourriture comme celui des pommes. » — (Bérard des Glayeux, *Les passions criminelles*).

Le marquis de Mirabeau était le père du célèbre tribun.

(1) Voir aux annexes le tableau saisissant de l'accroissement de Paris par Victor Hugo : *N. Dame de Paris*, liv. III, chap. II.

et on enfermait les faubourgs nouvellement bâtis. Ainsi s'expliquent les déplacements successifs des fortifications et, en particulier, les extensions fréquentes de l'enceinte de la rive droite.

Paris, aussitôt fortifié, s'est donc peuplé très rapidement. Dulaure, l'un des plus sérieux historiens de Paris, a tracé un tableau remarquablement documenté de l'accroissement de la capitale au cours des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, surtout de la rive gauche (1).

A la fin du ^{xii}^e siècle, le faubourg méridional était à peine habité ; ce quartier ne comprenait guère que des champs et des vignes. Il est à présumer que si la rive gauche n'avait pas été fortifiée, elle se serait très peu développée. On a commencé à y bâtir aussitôt que l'enceinte de Philippe-Auguste fut terminée. Sur un territoire plus restreint que le cinquième arrondissement actuel, il s'est élevé, dans l'espace de deux siècles, une quarantaine d'écoles (2) et de nombreuses églises dont quelques-unes, encore existantes, sont aujourd'hui classées comme monuments historiques (3).

Nous connaissons exactement l'emplacement de l'enceinte de Philippe-Auguste. La superficie totale de Pa-

(1) *Histoire physique, civile et morale de Paris.*

(2) Notamment le célèbre collège de Navarre, situé en partie sur l'emplacement de l'Ecole Polytechnique actuelle ; la Sorbonne (1253) ; le collège d'Harcourt (1280) aujourd'hui lycée Saint-Louis.

(3) Saint-Nicolas du Chardonnet ; Saint-Etienne-du-Mont (reconstruite au ^{xvi}^e siècle) ; Saint-Germain-des-Prés. Saint-Séverin remonte à une époque antérieure.

ris était alors d'environ 2 kilomètres carrés et demi (1). Les espaces libres, consistant surtout en jardins ou terrains cultivés, en occupaient les trois quarts ; la voirie, que l'on comprend aujourd'hui parmi les espaces libres, était constituée par de simples ruelles ou des sentiers.

A l'époque de Louis XIV, Paris mesurait une superficie de 1.839 hectares sur lesquels il y avait 1.103 hectares d'espaces libres, soit un peu plus des deux tiers. Il comptait 500.000 habitants et les maisons à cinq étages commençaient à s'édifier (2).

Aujourd'hui les hommes politiques, publicistes ou écrivains qui s'occupent de l'assainissement des villes comptent, comme espaces libres, non plus seulement les parcs, squares, jardins privés, mais aussi les cours, la voirie, les cours d'eau, la Seine, par exemple.

Malgré ce nouveau mode de calcul, les espaces libres de Paris sont loin d'atteindre les 2/3 de sa superficie (3). Or, rationnellement, la superficie des espaces libres devrait, dans l'intérêt de la santé publique, croître progressivement et non pas seulement proportionnellement à l'augmentation de la population. Sinon la quantité d'air salubre devient insuffisante, surtout au centre de grandes agglomérations, comme c'est précisément le cas pour Paris.

(1) 1 kil. 83 exactement d'après Berty : topographie historique du vieux Paris.

(2) Rapport d'Audigné, 1906.

(3) 5.171 hect. d'espaces libres sur 7.802.

De plus en plus, nous voyons les îlots de verdure, les espaces libres disparaître de la capitale ; les jardins privés sont partout sacrifiés à la manie des bâtiments et au désir excessif du lucre. C'est ainsi qu'au cours du siècle dernier de magnifiques jardins publics ou privés ont disparu en totalité ou en partie :

« L'immense espace de l'enclos Saint-Lazare qui
« eût pu donner naissance à un parc intérieur, a été
« absorbé par la gare du Nord ; tous les jardins des
« couvents qui jalonnaient en couronne circulaire les
« premières enceintes, ont été lotis et couverts de mai-
« sons ».

Ont disparu également : « l'admirable parc à la fran-
« çaise de Bagnolet, dont le plan est si remarquable et
« qui eut donné aux quartiers nord-est de Paris, un
« jardin équivalent sinon supérieur aux Tuileries ; le
« charmant jardin qui se trouvait à la barrière Clichy,
« disparu également ; le parc de Montrouge, disparu ;
« j'en passe et des meilleurs (1) ».

Il serait facile d'allonger la liste des attentats sans excuses commis dans cet ordre d'idées : qui ne regrette l'amoindrissement du jardin du Luxembourg, l'Esplanade des Invalides défigurée et récemment encore le lotissement d'une importante partie du Champ de Mars ?

La disparition des espaces libres est plus regrettable

(1) *Etudes sur les transformations de Paris*, par Eug. Hénard, architecte. Fascicule 3, 1903.

que jamais à une époque où l'on encourage particulièrement les exercices physiques, où les sports sont remis en honneur et où l'on a compris que l'activité corporelle, dépensée en jeux ou luttas de toutes sortes, est la meilleure condition du bon équilibre nerveux et peut-être un excellent préservatif de l'alcoolisme.

Un tel besoin, essentiel et primordial pour l'avenir de la race, ne peut recevoir une suffisante satisfaction dans une ville surpeuplée comme Paris. Mais si la faute en remonte aux différentes enceintes qui l'ont successivement empêché de s'étendre, la plus grande responsabilité en incombe aux remparts de 1840. C'est depuis cette époque que le mal est devenu intolérable.

Les communes annexées en 1860, qui forment aujourd'hui les huit arrondissements de la périphérie, ne comptaient, réunies, que 100.000 habitants en 1841 ; leur population est aujourd'hui de 1.400.000 habitants ! Il est difficile de donner un exemple plus frappant des résultats causés par l'enceinte en ce qui concerne le surpeuplement.

SECTION II

Comparaison entre Londres, ville ouverte, et Paris, ville fortifiée.

Pour compléter cette démonstration, une étude comparative entre Londres et Paris va nous permettre de

faire ressortir l'influence néfaste de l'enceinte continue sur la répartition de la population et sur la superficie des espaces libres.

Appliqué à toute autre capitale non fortifiée, le même procédé donnerait des résultats aussi probants. Le choix de Londres, comme terme de comparaison, se justifie par son immense population ; ce qui rend les résultats acquis encore plus démonstratifs.

Le mode de formation des deux cités a été fort différent et ceci explique, dans une très large mesure, croyons-nous, les différences constatées entre elles tant au point de vue de la densité moyenne de la population que de l'importance des espaces libres.

Métropole d'une puissance insulaire, défendue par la mer contre toute invasion, dégagée, de toute préoccupation immédiate d'avoir à défendre son sol, Londres s'est formée par l'agglomération continue d'un certain nombre de communes ou, comme disent les Anglais, de paroisses. L'aspect général du plan de Londres donne l'impression d'une sorte de poulpe géant étendant tout autour de lui ses énormes tentacules (1).

Si Paris n'avait jamais été fortifié, il se serait, selon toutes probabilités, développé d'une façon analogue, par l'agglutination des communes de la banlieue autour du noyau central. Mais, exposé à tout instant à subir un siège en cas d'invasion, Paris devait être fortifié. La

(1) Eug. Hénard, *op. cit.*

fortification permanente de leur capitale s'est imposée à nos anciens rois à l'époque où les murs d'enceinte constituaient une cuirasse invulnérable. D'où la construction successive de nombreuses enceintes au fur et à mesure de l'agrandissement de la ville. « Aussi, l'aspect du plan de Paris donne-t-il l'impression d'une masse compacte, presque circulaire, ne présentant aucune protubérance en dehors de ses limites précises. »

Quelle est donc la situation des deux capitales au point de vue de leurs réserves d'air ?

Londres se présente à première vue comme parsemé à peu près régulièrement de grands espaces libres plantés d'arbres qui forment, selon l'heureuse expression de M. Hénard auquel nous aurons souvent recours dans ce chapitre, des oasis de verdure au milieu des constructions.

On peut compter dans l'agglomération londonienne, indépendamment des petits squares, plus de quarante parcs d'une superficie supérieure à celle de notre parc Monceau.

Les plus connus en sont :

Hyde Park.	240 hectares ;
Regents Park.	160 »
Battersee Park.	80 »
Victoria Park.	90 »
Clapham Park.	80 »
Greenwich Park.	74 »

Blackheat	96	»
Hanstead-Heat avec Parliament Hill.	200	»
Putney-Heat	360	»
Richmond Park	780	»

Ce dernier égale la superficie du Bois de Boulogne, situé hors des murs, tandis que tous les parcs que nous venons de citer sont situés au sein même de l'agglomération et sont en nombre bien supérieur à nos jardins publics.

A Paris, en effet, nous ne trouvons, *intra muros*, aucun parc d'une superficie égale à celle de l'un quelconque des parcs londoniens précités ; l'énumération de nos espaces libres plantés d'arbres est, d'ailleurs, des plus restreintes. On n'y trouve guère que :

Les Tuileries.	21 hectares ;
Le Luxembourg.	26 »
Le Jardin des Plantes	21 »
Le Parc Monceau	8 »
Le Trocadéro.	14 »
Les Buttes-Chaumont	24 »
Le Parc Montsouris.	16 »

Quant au Champ de Mars, il a été bien abîmé et l'Esplanade des Invalides a déjà commencé à subir le même sort.

En ce qui concerne les squares, l'infériorité de Paris par rapport à Londres est encore bien plus mar-

quée : nous n'y trouvons que trente-six de ces petits espaces et si mesquins, si réduits, que les nombreux enfants qui y jouent sont si serrés et rapprochés parfois que les risques de contagion en cas d'épidémie y sont presque aussi grands que dans un local fermé.

Si, enfin, prenant sur le plan de Paris le calque du périmètre des fortifications et pour centre l'Hôtel de ville, on transporte ce calque sur le plan de Londres réduit à la même échelle en faisant coïncider l'emplacement de l'Hôtel de ville avec le Guildhall, la vieille maison historique des corporations de la Cité, on verra en réalité le plan de Londres à travers Paris.

Dans ces limites réduites, Londres compte 224 parcs ou squares ayant une superficie totale de 752 hectares ; Paris ne compte que 46 parcs ou squares d'une superficie totale de 263 hectares. Et comme la population parisienne est deux fois plus grande que celle de la population londonienne, en doit en conclure que les enfants ont six fois moins d'air et d'espace à Paris qu'à Londres.

Par compensation, Paris possède deux magnifiques parcs : le Bois de Boulogne et le Bois de Vincennes ; mais ils sont situés aux deux extrémités de la ville et les habitants pauvres ou même de condition moyenne ne peuvent guère en profiter durant la semaine à cause du prix de transport et du temps nécessaire pour s'y rendre.

D'ailleurs, même en les faisant figurer au compte de

Paris, notre infériorité n'en reste pas moins frappante. En effet, l'addition totale de tous les parcs et jardins existant dans les deux capitales donne les chiffres suivants :

Londres	4.830 hectares ;
Paris	1.740 »

Ainsi donc, Londres, ville ouverte, est infiniment plus favorisé que Paris, ville fortifiée, sous le rapport des parcs, squares, jardins et d'une façon générale des espaces libres. Cependant les Anglais sont des spéculateurs aussi habiles, aussi pratiques, pour le moins, que les Français. Si la passion de bâtir, si la fièvre de spéculation a pu se concilier à Londres avec la conservation d'une superficie très respectable d'espaces libres, si la hauteur des maisons est sensiblement inférieure en général à celle des maisons de Paris, c'est que le mode de formation de ces deux grandes capitales diffère complètement, c'est que l'extension de la métropole britannique a pu s'effectuer librement, normalement, sans aucune entrave.

De cet état de choses résulte nécessairement une différence dans le taux de la mortalité des deux grandes cités. On ne saurait, en effet, nier l'influence délétère du surpeuplement sur l'hygiène et la salubrité générale. J.-J. Rousseau a écrit à ce sujet quelques lignes tout à fait saisissantes :

« Les hommes, écrivait-il, ne sont point faits pour

« être entassés en fourmilière, mais épars sur la terre
« qu'ils doivent cultiver. Plus ils se rassemblent, plus ils
« se corrompent. Les infirmités du corps ainsi que les
« vices de l'âme sont l'infaillible effet de ce concours
« trop nombreux. L'homme est, de tous les animaux,
« celui qui peut le moins vivre en troupeaux. Des
« hommes entassés comme des moutons périraient en
« peu de temps. L'haleine de l'homme est mortelle à
« ses semblables. Cela n'est pas moins vrai au propre
« qu'au figuré. Les villes sont le gouffre de l'espèce
« humaine... » (1).

Tous les médecins, les hygiénistes sont de cet avis
que les faits viennent toujours corroborer.

C'est ainsi que le climat de Paris est plus doux et
plus sain que celui de Londres, la classe pauvre y est,
toutes proportions gardées, beaucoup moins nombreuse.
Cependant la mortalité est sensiblement plus élevée à
Paris qu'à Londres et dans la plupart des grandes
villes.

M. d'Andigné a joint à son rapport un tableau com-
paratif d'où nous extrayons les chiffres ci-après :

Paris, mortalité	22,8 0/00
Londres, mortalité	19 »

C'est donc en invoquant des motifs de la plus haute
importance, en s'appuyant sur des raisons majeures

(1) Cité par M. Emile Cheyson; *Les Cités-Jardins*, H. Jouve, éditeur.
Préface à l'étude sur la Cité-Jardin de M. G. Benoit-Lévy.

d'intérêt public que l'on demande la désaffectation de l'enceinte fortifiée. Il est absolument nécessaire que Paris soit délivré au plus tôt d'une ceinture qui l'étouffe, qu'on lui donne l'air dont il a besoin. La capitale doit, c'est pour elle une question vitale, prendre librement son essor vers sa banlieue, sacrifier ses vieux quartiers malsains et incommodés, créer de nouveaux squares et, autour de l'enceinte disparue, aménager des faubourgs spacieux, aérés, verdoyants.

CHAPITRE III

INCONVÉNIENTS ET INUTILITÉ DES SERVITUDES DÉFENSIVES EXISTANT AUTOUR DE PARIS ; FURENT-ELLES LÉGALEMENT ÉTABLIES ?

SECTION PRÉLIMINAIRE

L'exposé que nous venons de faire des inconvénients résultant de l'enceinte continue concerne exclusivement l'agglomération *intra muros*.

Mais, sous les murs de Paris, à quelques centaines de mètres des remparts, il existe une population très considérable (1) à laquelle le mur d'enceinte, avec les servitudes qu'il comporte, cause le plus grand préjudice.

On peut affirmer que les servitudes militaires établies autour de la capitale constituent, à l'heure ac-

(1) Plus de 500.000 habitants en ne tenant compte que des communes limitrophes ; le département de la Seine, non compris Paris, compte en effet plus de 950.000 habitants.

tuelle, un parfait anachronisme et une atteinte injustifiée à la propriété privée. Leur caractère légal est même très contesté et il a donné lieu à d'intéressantes controverses (1).

Nous allons étudier dans quatre propositions successives :

1° Le fondement juridique de ces servitudes, c'est-à-dire la question controversée de leur existence légale.

2° Le régime des servitudes auxquelles sont, en fait, soumis les propriétaires zoniers.

3° L'inutilité pratique de ces mesures.

4° A un point de vue plus général, le préjudice causé aux communes suburbaines et aux quartiers de Paris contigus aux remparts par le maintien de ces servitudes.

SECTION I

Question controversée de l'existence légale des servitudes établies autour de Paris.

Les textes qui régissent la matière des servitudes militaires sont nombreux, sans lien entre eux et contien-

(1) a) *Revue pratique de droit français*, 1856, t. I, article de M. Clamageran.

b) J. Mizraki et Eug. Soulier, *Les servitudes militaires et les fortifications de Paris devant l'opinion publique*. — 1893, Ab. Savine, édit.

c) Dalloz, *Jur. gén.*, 1857, 3^e partie, p. 9 et note.

d) Journal *Le Droit*, 26 juin et 5 juil. 1856, art. de M. Bertin.

nent parfois des dispositions difficiles à concilier. Il en résulte pour les propriétaires assujettis de graves inconvénients, notamment une réelle obscurité et une grande complication dans la recherche de leurs droits et de leurs devoirs (1).

C'est la loi de 1791 qui est le texte fondamental en la matière. Elle dispose que les places de guerre ne peuvent être créées que « d'après l'avis du Conseil de guerre confirmé par décret du Corps Législatif », c'est-à-dire par une loi (art. 4.)

Cette disposition, abrogée par la loi de 1819 qui attribuait ce pouvoir à la Couronne, a été rétablie par la loi du 10 juillet 1851 toujours en vigueur. C'est donc au pouvoir législatif seul qu'il appartient de créer des places de guerre.

En ce qui concerne Paris, c'était déjà chose décidée puisque, d'après l'art. 7 de la loi du 4 avril 1841 : « la « ville de Paris ne pourra être classée parmi les places « de guerre du royaume qu'en vertu d'une loi spéciale ».

(1) Les servitudes imposées à la propriété autour des places de guerre sont régies par les textes suivants :

A. Sous l'ancien régime, par les ordonnances du 7 déc. 1713 et du 31 déc. 1776.

B. Depuis la Révolution : 1^o par les lois du 10 juil. 1791, — 17 juil. 1819, — 3 avril 1841, spéciale à Paris, — 10 juil. 1851 ;

2^o Par l'ordonnance royale réglementaire du 1^{er} août 1821, rendue en exécution de la loi de 1819 ;

3^o Par le décret réglementaire du 10 août 1853, rendu en exécution de la loi de 1851 ; — et plus récemment par le décret du 13 juil. 1901, relatif seulement aux servitudes de l'enceinte de Paris.

D'ailleurs, la loi de 1819 et l'ordonnance royale de 1821 restaient applicables à la capitale dans leurs parties réglant les détails d'exécution du classement, puisque cette loi et cette ordonnance n'avaient pas été expressément abrogées ou rapportées. Seules certaines de leurs dispositions inconciliables avec la législation postérieure avaient disparu de ce chef.

Ainsi nous devons rechercher les règles appréciables aux servitudes militaires autour de Paris dans les textes suivants :

Loi de 1819, — ordonnance de 1821, — loi de 1844, — de loi 1851.

De la combinaison des dispositions contenues dans ces textes découlent les principes ci-après :

1° Paris ne peut être déclaré place de guerre que par une loi (loi de 1844, art. 7).

2° Les servitudes défensives ne peuvent exister qu'autour des places de guerre *classées* et « les effets résultant de ces servitudes ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance ». Art. 1^{er} non abrogé de la loi de 1819. Ceci revient à dire qu'on doit porter ces effets à la connaissance des intéressés pour le cas où ils pourraient se réclamer des dispositions de la loi de 1810 sur les expropriations à laquelle du reste la loi de 1819 se réfère sous ce rapport.

3° Paris n'est encore pas, même à notre époque, une place de guerre, puisque la loi spéciale prévue par la

loi de 1844 (art. 7) n'a jamais été promulguée, ni seulement présentée en projet.

4° Cependant (art. 8) « la première zone des servitudes militaires — (large de 250 mètres) — telle qu'elle est réglée par la loi du 17 juillet 1849 » lui sera appliquée !

Dans cette zone, il ne peut être établie aucune construction, de quelle nature qu'elle soit, à l'exception des clôtures de haies sèches ou de planches à claire-voie ; les haies vives et les plantations d'arbres ou arbustes formant haies sont spécialement interdites.

Le décret réglementaire de 1853 reproduit ces dispositions.

5° Enfin nous constatons que Paris ne figure que *pour mémoire* au tableau des places fortes annexé à la loi de 1851. Cette expression *pour mémoire*, sur laquelle nous aurons à revenir, semble bien indiquer que le législateur n'a nullement voulu innover, mais constater seulement une situation spéciale déjà faite à Paris.

A. — Arguments d'ordre historique. Il est hors de doute que la loi du 3 avril 1844, art. 8, permettait au pouvoir exécutif d'appliquer à la capitale la première zone des servitudes ; mais ce texte ne le dispensait nullement des formalités prescrites par l'art. 1^{er} de la loi de 1849 (1). Il eut fallu une ordonnance royale,

(1) C'est l'avis exprimé en 1845 à la Chambre des députés par le maréchal Soult, ministre à cette date.

déterminant les effets de ces « servitudes imposées à la propriété en faveur de la défense ».

Cette ordonnance ne fut jamais rendue et les contemporains — de très bonne foi, — ont pu croire que les servitudes n'existaient pas (1).

Si le gouvernement n'a pas rempli les formalités nécessaires, c'est que, d'une part, on voulait éviter d'irriter l'opinion publique déjà mal disposée pour les fortifications, que, d'autre part, on se réservait de prendre en cas de guerre les mesures nécessaires en invoquant les nécessités de la défense nationale.

Les débats parlementaires, au cours de l'élaboration de la loi de 1841, sont très instructifs à cet égard.

A la Chambre des députés, bien que la majorité fût favorable au projet, certaines inquiétudes s'étaient manifestées au sujet des conséquences que pouvait entraîner l'érection de Paris en place de guerre. Pour répondre au sentiment qui dominait la Chambre, M. Lherbette proposa un amendement qui, modifié,

(1) « Un mot sur l'état légal de la Ville de Paris, écrivait en 1849-1850 un auteur plutôt favorable aux intérêts généraux qu'aux intérêts privés (Mr. Jousselin, dans son *Traité des servitudes d'utilité publiques*, t. I, n° 42, pp. 139 et 140). A prendre les choses à la rigueur, « Paris n'étant aujourd'hui qu'une ville fortifiée *de fait*, mais non une « place de guerre *en droit* et *n'exerçant pas encore les servitudes militaires*, puisque aucune des formalités nécessaires pour leur donner « effet n'a été accomplie, nous n'aurions pas à nous en occuper ici. « Néanmoins, comme le régime qui doit gouverner sous ce rapport les « propriétés situées autour de la capitale a été déterminé, au moins « *éventuellement*, par la loi du 3 avril 1841, il nous a paru convenable « de faire au moins mention de cette loi ».

donna naissance à l'art. 7 : « La Ville de Paris ne
« pourra être classée parmi les places de guerre du
« royaume qu'en vertu d'une loi spéciale. »

Au sujet de cet amendement, le maréchal Soult, président du conseil, prit la parole en ces termes : « Paris
« devra rester dans le droit commun des villes ou-
« vertes... Si le classement avait lieu, il en résulterait
« des gênes pour la population et les autorités. Eh
« bien ! le gouvernement est pénétré de cette situation
« et il déclare par mon organe qu'il n'a pas l'intention
« de procéder au classement de la ville de Paris (1). »

Après une intervention de M. Odilon Barrot, on allait passer au vote quand M. Lherbette, pour éviter tout malentendu et comme s'il eût prévu les difficultés qui devaient naître, prit une dernière fois la parole :

« Je fais, dit-il, une observation pour qu'il ne reste
« aucun doute sur le mot *classer*. Dans toutes les lois
« de 1791 et de 1821, lorsqu'on se sert du terme *classer*,
« c'est seulement par rapport aux servitudes. Le terme
« me paraissait laisser du doute ; mais à présent, dans
« la loi actuelle, il est bien entendu que *ce n'est pas*
« *seulement par rapport aux servitudes*, mais bien sous
« tous les rapports que Paris ne pourra être classé
« comme place de guerre (2)... »

Sur cette observation, accueillie par des marques

(1) *Moniteur* du 3 février 1841.

(2) *Id.*

d'assentiment, l'art. 7 fut mis aux voix et adopté à l'unanimité des votants.

Il semble bien difficile de pouvoir soutenir que la Chambre des députés, émettant son vote dans de pareilles conditions et après les paroles que nous venons de rapporter, a entendu établir les servitudes militaires *ipso facto*, par le seul effet de l'art. 8 précédemment voté !

Il est plus vraisemblable que c'est en trompant l'opinion, avec la complicité involontaire, mais indifférente du Parlement, que l'on est arrivé à édifier autour de Paris une zone de servitudes, irrégulière en droit, dans son principe, mais que le temps et l'habitude ont fait considérer peu à peu comme légalement existante.

D'ailleurs, la question, à son début, présentait peu d'intérêt immédiat. L'enceinte avait devant elle non des centres de population importants, comme aujourd'hui, mais la vraie campagne, de grands espaces nus d'où émergeaient quelques habitations isolées.

La plupart même de ces constructions étaient de simples bicoques ou cabanes élevées de quelques mètres seulement et presque sans valeur. Le comité de défense ne s'en occupa nullement, certain qu'il était de pouvoir, en cas de siège, faire table rase en quelques jours.

C'est ce qui explique comment la question qui nous occupe a pu rester aussi longtemps sans solution pratique et comment il est encore permis de n'être point satisfait de celle qui lui a été donnée.

B. — Arguments juridiques. La juridiction administrative, seule compétente pour connaître des litiges auxquels peuvent donner lieu les servitudes défensives, est contraire à notre opinion, hâtons-nous de le dire. Un arrêt remarquable du Conseil d'Etat condamne notre manière de voir ; mais nous croyons pouvoir le discuter et, si nous l'approuvons dans sa première partie, nous montrerons pourquoi il nous semble impossible de le suivre jusqu'au bout.

Il est indispensable de donner auparavant l'analyse d'un arrêt de cassation, antérieur au précédent et qui a été invoqué devant cette juridiction par le commissaire du gouvernement lui-même.

C'était à propos d'une double demande d'indemnité formée par un sieur Godefroy, l'une pour privation d'un chemin public, l'autre pour dommages tenant à l'établissement des servitudes militaires. La Cour inséra dans son arrêt l'attendu que voici :

«... Attendu, quant au chef relatif à la servitude militaire, que le jury n'a mission que pour évaluer les indemnités dues à raison des expropriations judiciairement ordonnées et qu'on ne peut considérer comme un litige sur le fond du droit donnant lieu à une indemnité éventuelle la possibilité d'un dommage à naître d'un événement ultérieur: *tel serait l'établissement d'une servitude militaire qui, dans un temps plus ou moins éloigné, viendrait grever les*

« *terrains avoisinant les fortifications de Paris...* (1) »

L'opinion de la Cour suprême n'est donc pas douteuse : elle constate dans cet arrêt qu'à cette date — 1843 — les servitudes militaires n'existent pas encore autour de Paris, qu'on ne peut les considérer que comme un événement possible à prévoir, mais ne devant se réaliser qu'ultérieurement.

C'est la condamnation formelle du système qui prétend faire dater l'établissement de ces servitudes de la loi de 1841 par le seul effet de son article 8.

Dix années plus tard, le Conseil d'Etat, appelé à trancher la question, rend un arrêt fondamental et qui fait jurisprudence en la matière.

L'administration avait fait sommation à un sieur Trézel, propriétaire zonier, de cesser certains travaux de terrassement et de maçonnerie qu'il avait entrepris sur son terrain. Le sieur Trézel, n'ayant tenu aucun compte de cet avertissement, fut poursuivi et condamné par le Conseil de préfecture.

L'intéressé forma un pourvoi devant le Conseil d'Etat et un débat des plus intéressants s'en suivit.

M. le commissaire du gouvernement de Forcade prétendit que, bien que la loi du 3 avril 1841 n'ait pas classé Paris parmi les places de guerre et ait exigé pour cela une loi spéciale, l'article 8 l'a du moins classé au point de vue des servitudes. Il s'appuie en particulier

(1) Cassation, 17 déc. 1845. (Dalloz, 1846 — 1, 30).

sur le rapport présenté à la Chambre des Pairs par M. le baron Mounier au nom de la commission.

Il cite plus loin les paroles du général Bosquet, commissaire du roi, qui, répondant à une question devant la Chambre des députés en 1845, avait expliqué que l'art. 7 de la loi du 3 avril 1844 ne s'appliquait qu'à l'état de siège et qu'une loi spéciale n'était pas nécessaire pour l'application des servitudes. Un député reprochant au ministère de n'avoir pas encore commencé cette application, le maréchal Soult répondit qu'une loi n'était pas nécessaire, qu'une ordonnance suffisait et que l'ordonnance serait rendue.

Notons en passant cet aveu et constatons que cette ordonnance n'a jamais été rendue, que de l'avis du maréchal Soult elle était nécessaire ; c'est bien la confirmation de notre thèse.

Il est vrai que, plus tard, en 1847, comme le rappelle aussitôt M. le commissaire du gouvernement, le successeur du maréchal Soult déclara à la Chambre que la loi de 1844 suffisait et que l'ordonnance attendue n'avait point été rendue parce qu'elle était inutile.

Cette opinion contraire à la précédente perd de sa valeur si l'on considère que son résultat fut de donner satisfaction à un interpellateur. N'est-il pas permis de penser que certaines solutions juridiques exprimées dans ces conditions sont parfois plus intéressées qu'intéressantes ?

Examinant l'arrêt de la Cour de cassation que nous

avons précédemment cité, M. de Forcade prétend que la Cour n'explique pas ce qu'elle entend par *événement ultérieur* : « s'agit-il d'une loi, d'une simple ordonnance « ou seulement de l'exécution des fortifications, lesquelles n'existaient pas encore à cette époque ? »

Ce dernier argument est absolument tendancieux. Le membre de phrase dans lequel sont compris les mots *événement ultérieur* ne peut laisser subsister aucun doute, s'il est complètement rapporté. La Cour, en effet, a pris soin d'ajouter : « Tel serait l'établissement d'une « servitude militaire qui, dans un temps plus ou moins « éloigné, viendrait à grever les terrains avoisinant les « fortifications de Paris ».

D'autre part, les fortifications existaient bien effectivement, car les travaux étaient terminés en 1845 et l'arrêt est du 13 décembre.

Pour résumer d'un mot les conclusions du commissaire du gouvernement, nous pouvons dire qu'il demandait au Conseil d'Etat de proclamer que la loi du 3 avril 1841 avait été suffisante pour établir des servitudes autour de Paris.

Que décida la haute assemblée ? Son arrêt contient deux affirmations du plus haut intérêt :

1° L'application des servitudes militaires autour de Paris n'est pas subordonnée à la loi spéciale prévue par l'article 7... *Toutefois, ces servitudes ne sont pas devenues applicables par le seul fait de l'achèvement des fortifications...*

2° Mais seulement à partir de la promulgation de la loi du 10 juillet 1854, à laquelle est annexé un tableau qui comprend les fortifications de Paris parmi les points fortifiés auxquels les servitudes militaires sont applicables (1).

Nous voyons donc tout d'abord que le Conseil d'Etat, comme la Cour de cassation, ne juge pas la loi de 1844 suffisante par elle-même pour établir les servitudes. Allant plus loin que la Cour suprême, il indique cependant que la loi spéciale nécessaire pour classer Paris place de guerre n'est pas indispensable pour cet établissement. Que faudra-t-il donc ? Simplement « qu'un acte « de l'autorité publique, porté à la connaissance des « propriétaires des terrains situés dans la zone de « 250 mètres, ait déclaré qu'elles (les servitudes!) « étaient applicables ».

C'est le texte même de l'arrêt, après lequel il nous semble démontré que les servitudes militaires n'existaient point autour de Paris entre 1844 et 1854 ; aucun décret ne peut, en effet, être invoqué pendant cette période comme répondant à cet objet.

Cet acte de l'autorité publique, duquel daterait l'établissement des servitudes, le Conseil d'Etat le voit dans la loi du 10 juillet 1854. Ce texte, dont le titre essentiel est que le classement des places de guerre, ne peut être modifié que par une loi, comprend un

(1) Dalloz, 1857, 3^e partie, p. 9 et 10.

nouveau tableau des places de guerre. L'inscription d'une ville à ce tableau suffit pour donner leur effet aux servitudes défensives, dès la promulgation de la loi (article 7).

Paris rentre-t-il donc dans ce tableau ? Pas du tout. Si on l'y voit, c'est avec cette mention : « L'enceinte de
« cette place et les forts détachés qui en dépendent ne
« sont mentionnés ici que *pour mémoire* ».

Qu'est-ce à dire ? sinon que cette loi de 1851 n'a rien voulu innover en ce qui concerne Paris ; qu'elle a conservé le *statu quo*.

S'il nous fallait une preuve de plus, nous la trouverions dans le rapport de M. de Bussièrès au nom de la commission : « L'enceinte continue de Paris
« et le système de forts détachés qui l'environ-
« nent, — y est-il dit, — sont inscrits au tableau,
« mais simplement pour mémoire et sans que, de cette
« inscription, il puisse sortir d'autres conséquences que
« celles qui résultent des deux articles suivants de
« la loi du 3 avril 1844... (suit le texte des art. 7 et 8 de
« cette loi) ».

C'est donc à tort, à notre avis, que le Conseil d'Etat donne à cette inscription de Paris pour mémoire au tableau annexé à la loi de 1851 les effets du classement en ce qui concerne les servitudes défensives : n'existant pas avant, nous continuons à penser que, légalement, elles n'auraient pas dû exister depuis.

Les rédacteurs du Recueil des arrêts du Conseil

d'Etat, estimant sans doute que cet arrêt du 24 juillet 1856 reposait sur une base bien fragile, ont jugé utile de faire suivre cette décision de commentaires habiles pour la défendre. Ils expriment du reste le vœu que de nouveaux textes soient rédigés ou qu'un acte de haute administration intervienne pour dissiper tous les doutes.

C'est chose faite aujourd'hui. La jurisprudence fut constante à dater de l'arrêt ci-dessus et les servitudes ont toujours été appliquées depuis cette époque. Enfin le 13 juillet 1901, parut un décret relatif aux servitudes de l'enceinte de Paris, décret qui autorise certaines tolérances dans le régime de la zone, mais qui consacre réglementairement pour la première fois la solution de la jurisprudence.

SECTION II

Le régime réel des servitudes autour de Paris. les doléances des zoniers : la question des indemnités.

Nous avons vu que jusqu'en 1855, il n'était pas question de servitudes autour de Paris. Les contemporains croyaient de très bonne foi qu'on ne leur en imposerait jamais. Ce fut seulement après les démêlés de l'administration avec le sieur Trézel que les choses ont complètement changé de face.

Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat, en date du 24 juillet 1856, arrêt qui consacre le bon droit de l'administration à faire respecter la zone défensive, les contraventions n'ont cessé de frapper les délinquants.

Cette façon d'agir provoqua de nombreuses plaintes et un violent mouvement d'opinion s'en suivit. Il eut pour résultat la déposition en 1868 devant la Corps législatif par MM. Emile Ollivier et plusieurs de ses collègues au cours de la discussion d'un cahier de crédits supplémentaires, d'un amendement tendant à n'appliquer autour de Paris le régime des servitudes qu'après le vote de la loi spéciale prévue par l'art. 7 de la loi du 3 avril 1841.

Combattu par le ministre de la guerre, cet amendement est repoussé.

Peu de temps après, au cours de la discussion du budget de 1870, un amendement plus audacieux fut proposé en ces termes par M. Eug. Pelletan et plusieurs de ses collègues.

« A partir du 1^{er} janvier 1870, la zone militaire de Paris est supprimée. »

Cette deuxième tentative d'affranchissement n'eut pas plus de succès. L'amendement fut retiré par ses auteurs après avoir été combattu, au nom du gouvernement, par le maréchal Niel, ministre de la guerre.

Après la guerre, devant les exigences croissantes de l'administration, les propriétaires zoniers se groupèrent et constituèrent un syndicat. Le 20 juin 1880,

fut tenu à Levallois-Perret un grand meeting auquel assistaient la plupart des députés de la Seine et un grand nombre de conseillers généraux.

° Un ordre du jour, voté à l'unanimité, invita les représentants du département au Parlement à provoquer la revision du régime des servitudes autour de Paris.

Pétitions, réunions, démarches de toute sorte, continuèrent jusqu'en 1887 sans aucun succès utile. A cette date, les zoniers découragés abandonnèrent la lutte et le syndicat fut dissous. Il semblait que toute résistance était à jamais impossible quand un événement inattendu vint réveiller les énergies assoupies.

En octobre 1889, l'ordre fut donné aux propriétaires zoniers de Bagnolet d'avoir à arracher les haies vives qui entouraient leurs jardins. Des procès-verbaux furent dressés contre les contrevenants et, comme ils refusaient de se soumettre, il fut procédé *manu militari* à l'exécution des mesures prescrites par l'autorité.

L'indignation des zoniers fut à son comble. Un nouveau syndicat fut créé qui eut son siège à Levallois-Perret. Enfin un grand meeting de protestation eut lieu à Paris, salle Wagram, le 18 mai 1890 (1).

A la suite d'un discours prononcé par M. Tolain, sénateur, il fut décidé que des démarches seraient faites auprès de M. de Freycinet, ministre de la guerre et pré-

(1) Voir compte-rendu dans le journal *Le Matin*, du lendemain.

sident du Conseil. Le ministre ayant déclaré qu'il ignorait ce qui s'était passé, on lui fit promettre de faire cesser ces vexations.

Depuis cette époque, l'administration est devenue très tolérante. Un décret du 13 juillet 1901 adoucit le régime des servitudes autour de Paris. D'ailleurs, depuis que la question de la désaffectation de l'enceinte est à l'ordre du jour, elle entraîne avec elle par voie de conséquence celle de la suppression de la zone qui se trouve avoir perdu, de ce fait, un peu de son importance propre.

En l'absence même de toutes difficultés, fréquentes autrefois, avec l'administration, le préjudice causé aux propriétaire zoniers par l'établissement des servitudes défensives est considérable, car la dépréciation qui en résulte est énorme pour les terrains voisins des fortifications.

Cependant notre législation n'a pas prévu le cas : elle est absolument muette sur ce point. Il semble même que l'omission commise par le législateur est intentionnelle.

Lorsque fut discutée, la loi de 1819, divers orateurs, et notamment le rapporteur à la Chambre des Pairs (1), émirent l'avis que l'on devait accorder des indemnités égales à la dépréciation des terrains grevés de servitudes. C'était, semble-t-il, la seule solution satisfaisant

(1) Comte Marescot, *Moniteur* du 11 mai 1819.

la justice et sauvegardant tous les intérêts. Mais le gouvernement ayant déclaré, par l'organe du vicomte de Caux, commissaire du roi, qu'un projet était en préparation sur les servitudes d'utilité publique, il fut décidé que la loi alors en discussion laisserait les servitudes militaires sous l'empire du droit commun.

La question fut encore soulevée et des amendements déposés sans plus de succès au cours de la discussion des lois de 1844 et 1851.

Or, les indemnités prévues concernent seulement les cas ci-après : dépossession, démolition d'édifices, privation de jouissance (Art. 45 à 48 de l'ordonnance royale du 8 août 1821 ; titre VI du décret du 10 août 1852).

Sans doute une interprétation libérale et extensive de cette législation aurait-elle pu conduire la jurisprudence à considérer la servitude *non ædificandi* comme une privation de jouissance, tout au moins partielle. Il n'en a pas été ainsi et la jurisprudence du Conseil d'Etat refuse toute indemnité (1).

La doctrine admet en général cette solution (2).

(1) *Avis du Cons. d'Etat*, 23 août 1826. — *Cons. d'Etat ord.*, 18 fév. 1836, 22 nov. 1836, 23 juil. 1840.

(2) Husson, *Traité des travaux publics*, t. II, p. 393.

Delalleau, *Traité des servitudes militaires*, n^{os} 659 et suiv.

Laferrière, *Droit administratif*, t. II, p. 483.

Jousselin, *Traité des servitudes d'utilité publique*, t. I, p. 137.

Contra, Gérando, *Cours de dr. administrat.*, t. IV, p. 359.

Foucart, *Éléments de dr. public et adm.*, l. II, titre V, chap. II, t. I, p. 658.

Demolombe, *Des servitudes*, n^{os} 569 et 570.

Sous ce rapport, il nous semble qu'une réforme législative s'impose. Il y a là une grande lacune à combler et une injustice à réparer. On ne peut y échapper qu'en supprimant toutes les servitudes de cet ordre autour des enceintes fortifiées : ce serait plus simple et préférable à tous les points de vue. Nous ne croyons pas qu'il y ait à cela aucun inconvénient.

D'autres pays ont d'ailleurs déjà réalisé cette réforme (1).

SECTION III

Inutilité des servitudes défensives.

Tous ces attentats à la propriété privée, cette dérogation voulue aux exigences les plus élémentaires de la Justice, sont-ils justifiés par le résultat obtenu ? En d'autres termes, la défense nationale est-elle intéressée au maintien d'un pareil état de choses ?

Telle n'est pas notre conviction et nous sommes obligés de répondre qu'à notre avis, les servitudes défen-

(1) Allemagne, loi du 21 déc. 1871.

Angleterre, chap. xii du statut 23-24, Victoria, sanctionné le 28 août 1860.

Belgique, loi des 28 mars 1870 et 2 avril 1873.

Hollande, loi du 21 déc. 1853.

sives autour de Paris sont aujourd'hui beaucoup plus inutiles que l'enceinte elle-même.

Le but de la zone militaire, c'est, en effet, de permettre à l'assiégé de voir au loin, de trouver devant lui un large espace découvert, — de battre le terrain pour employer une expression technique, — de supprimer tout obstacle entre l'assiégé et l'assiégeant, d'enlever à celui-ci tout ce qui pourrait lui servir d'abri protecteur.

A cet effet, la loi de 1819 a établi autour des places de guerre trois zones successives de servitudes défensives. Ces trois zones comportent trois régimes différents de restrictions apportées à la libre jouissance des propriétaires intéressés, restrictions de plus en plus graves à mesure que l'on s'approche des remparts.

Lorsque ces trois zones sont maintenues, l'espace de terrain découvert en avant de l'enceinte fortifiée s'étend à 974 mètres de la place. A l'époque où furent édictées les dispositions légales qui régissent la matière, la portée de l'artillerie était encore bien faible et il était certainement très avantageux pour l'assiégé d'avoir devant lui un espace découvert de près d'un kilomètre. Mais aujourd'hui c'est plusieurs fois cette distance qu'il faudrait se ménager si l'on voulait enlever à l'ennemi toute possibilité de se défilier jusqu'à un point d'où il puisse être dangereux !

Que doit-on penser à *fortiori* de la zone unique de 250 mètres qui est seule applicable à Paris ? Elle ap-

paraît comme ridiculement insuffisante, parfaitement inutile.

Voici, en effet, comment se présentent les choses en réalité.

Quand on a franchi l'étroite bande de terrains soumise aux servitudes, on se heurte à des villes populeuses, formées de maisons à six étages comme à Paris, qui obstruent complètement la vue de l'assiégé et peuvent servir d'abri à l'assiégeant qui aura réussi à percer la double ligne des forts.

Dans ces conditions, il n'est pas douteux que les communes suburbaines constitueraient, en cas de siège, un obstacle très sérieux à la défense de la place. Et, à supposer que l'on installe des batteries sur les remparts, (ce qui ne se produirait sans doute que dans le cas où l'on voudrait repousser une attaque de vive force) les communes suburbaines ainsi prises entre deux feux seraient vouées à une destruction totale.

Déjà, pendant le siège de 1871, les dégâts furent immenses et non seulement ceux imputables à l'ennemi, mais bien ceux que fit le génie militaire sous prétexte que c'était une nécessité pour la défense. Ce fut un ordre du gouverneur de Paris, en date du 27 août 1870, qui en donna le signal. Francisque Sarcey a dépeint dans un tableau vraiment saisissant l'aspect lamentable qu'offrait la banlieue après le siège (1).

(1) « ... Ce n'était pas une petite affaire de détruire tant de maisons, d'anéantir tant de richesses accumulées par 60 ans de prospérité sans

Si la guerre a pu amener à de pareilles extrémités, qui donc oserait prétendre aujourd'hui retirer quelque utilité de l'existence de la zone unique de 250 mètres ? C'est une institution qui a fait son temps et qui va tout naturellement se trouver caduque après le démantèlement de la ville, si toutefois son abolition n'est pas chose faite auparavant.

Il est à remarquer, en effet, que les sévérités de l'administration vis-à-vis des zoniers se sont fort atténuées et que les dérogations aux exigences légales vont toujours croissant.

Le décret du 13 juillet 1901 consacre cette attitude, augmente les tolérances dont peuvent bénéficier les propriétaires intéressés, décide que les constructions existantes seront maintenues.

Ce n'est qu'une fissure dans le vieil édifice contre lequel s'acharne le Progrès, mais c'est l'indice certain d'un effondrement qui ne saurait tarder.

exemple. Quel spectacle que celui qu'étaient aux yeux toutes ces ruines ! Tout autour de Paris, il y avait une ceinture de villages les plus riches du monde. Il fallait les démolir pour faire place nette et offrir aux canons des remparts un champ tout à fait libre... » — Sarcey, *Le siège de Paris*.

SECTION IV

Du préjudice causé aux propriétaires zoniers, aux communes suburbaines et aux quartiers périphériques de Paris.

Le périmètre de Paris étant de 34 kilomètres environ, la zone des servitudes mesure donc une superficie totale de plus de 800 hectares.

Si nous ajoutons à ce chiffre l'étendue occupée par les fortifications elles-mêmes, soit 142 mètres de large, nous pouvons affirmer que l'espace rendu inutilisable par les remparts et les servitudes dépasse 1.300 hectares. Au point de vue économique, c'est un fait évidemment regrettable et il saute aux yeux que cette grande étendue, intelligemment employée, aurait pu éviter à Paris l'engorgement et le tassement qui l'étouffent.

Les propriétaires zoniers tirent cependant de leurs terrains le profit qu'ils peuvent dans la mesure des restrictions qui sont apportées à leur jouissance. Beaucoup de terrains sont cultivés et les constructions légères, souvent à usage d'habitation ou de commerce, y sont assez nombreuses. La zone a ses habitants et ses cabarets, généralement mal fréquentés : ce n'est pas l'un de ses moindres inconvénients. La population de ces pa-

rages est composée surtout de chiffonniers, vagabonds, gens sans aveu de l'un et l'autre sexe vivant dans la plus grande promiscuité, logeant dans des baraques ou même dans des voitures ambulantes ou des wagons hors d'usage, sans aucun souci de l'hygiène.

Ces gens-là ne sont évidemment pas les propriétaires : ils ne sont que des occupants à titre plus ou moins précaire et dans bien des cas, croyons-nous, sans titre aucun.

Les délits de tout genre, vols, attaques à main armée, sont, dans cette région, plus nombreux que partout ailleurs ; la surveillance de la police et la recherche des malfaiteurs y sont plus particulièrement difficiles.

Enfin les conditions dans lesquelles vivent ces individus laissent beaucoup à désirer au point de vue de la salubrité.

Ils constituent pour les communes voisines et pour les quartiers périphériques de Paris un voisinage malsain et dangereux, un sujet perpétuel d'inquiétudes et de plaintes.

En résumé, la zone des servitudes militaires établie autour de Paris nous semble très contestable au point de vue légal ; elle est certainement inutile à la défense, injuste pour les intéressés et constitue un danger économique et social.

CHAPITRE IV

PROPOSITIONS DE DÉSAFFECTATION DE L'ENCEINTE ; NÉGOCIATIONS ENTRE LA VILLE ET L'ÉTAT ; DÉBATS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET AU CONSEIL MUNICIPAL

SECTION I

La proposition Nadaud à la Chambre et Yves Guyot au Conseil municipal.

C'est seulement plus de 10 ans après la guerre franco-allemande que l'on commença à soulever la question du dérasement de l'enceinte continue.

La première proposition de désaffectation a été faite devant la Chambre des députés par M. Martin Nadaud, député de la Creuse et ancien conseiller municipal de Paris, le 24 juillet 1882 (1).

Cette proposition n'eût aucune suite et elle est deve-

(1) *Journal officiel*, 1882, Chambre des députés, annexes, n° 1211, p. 340.

nue caduque à la fin de la législature 1884-85, sans qu'aucun rapport ait été déposé à son sujet.

La question devait intéresser surtout le conseil municipal ; elle fut portée devant cette assemblée par M. Yves Guyot (1) à qui revient l'honneur d'avoir provoqué, par ses discours, ses propositions et ses démarches, un mouvement d'opinion dans la Presse et le Parlement dont la conséquence fut d'obliger le gouvernement à s'occuper de la question et à entrer en négociation avec la ville.

A l'Hôtel de Ville, dans la séance du 20 novembre 1882, M. Yves Guyot déposa une proposition, signée par lui-même et 46 de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission de 7 membres chargée de faire auprès du gouvernement des démarches à l'effet d'obtenir la désaffectation du mur d'enceinte, sa cession à la ville, dans des conditions à déterminer, ainsi que celle des terrains qui en dépendent appartenant à l'Etat et la suppression de la zone militaire.

M. Yves Guyot faisait valoir à l'appui de sa proposition les motifs que nous avons nous-même indiqués ; il rappelait en même temps la proposition identique déposée à la Chambre par M. Martin Nadaud.

Mais ce qui mérite le plus d'attirer notre attention,

(1) Conseiller municipal de Paris de 1874 à 1884, député de 1885 à 1893, ministre des travaux publics de fév. 1889 à fév. 1892 (ministères de Freycinet et Tirard).

ce sont les évaluations de l'honorable conseiller sur les conséquences financières de la désaffectation proposée : ces évaluations, datant d'un quart de siècle, présentent d'énormes différences avec celles qui ont été faites depuis. C'est là un point capital, car nous verrons dans la suite de cet exposé que si l'Etat et la ville ont tant de peine à s'entendre, c'est surtout la question financière qui en est cause.

« ... Dans le tableau des propriétés de l'Etat dressé par ordre de l'Assemblée nationale, dit M. Yves Guyot, l'enceinte de la rive gauche est évaluée à 14.224.000 fr., celle de la rive droite à 68.650.000 francs (1). Il est évident que la Ville ne perdrait pas dans cette opération ; l'Etat pourrait employer tout ou partie de cette somme à construire les ouvrages extérieurs qu'il jugerait indispensables pour donner encore plus de sécurité à Paris.... »

Finalement, la proposition de M. Guyot fut renvoyée pour étude à une commission spéciale (2).

Le débat sur le fond eut lieu l'année suivante.

Le 11 juin 1883, M. Yves Guyot développa longuement sa proposition. Comme il ne se dissimulait pas les difficultés que le Conseil aurait à surmonter pour faire aboutir son projet, il était amené à dire : « Nous n'ob-

(1) Soit au total 82.874.000 francs pour la totalité de l'enceinte. Or, en 1897, la seule partie comprenant les fronts nord et ouest fut estimée 133 millions par la ville et 193 millions par l'Etat !

(2) *Bulletin municipal*, 21 nov. 1882.

tiendrons pas la suppression totale d'un seul coup, mais le mur sera largement ébréché... » Il était, semble-t-il, bien inspiré.

La proposition fut combattue par M. Levraud, tant au point de vue de la défense que par suite de ses conséquences financières.

Ce conseiller prétendait que la démolition seule du mur d'enceinte coûterait plus de 26 millions de francs. Cette évaluation est certainement inférieure à la réalité. On évalue aujourd'hui cette dépense (y compris les frais de viabilité) à 2 millions par kilomètre d'enceinte, ce qui donne un total de 68 millions.

Le colonel Martin, membre du conseil, soutint au contraire la proposition de désaffectation en se plaçant surtout au point de vue militaire. Cette intervention contribua beaucoup à déterminer le Conseil qui vota la proposition à une grande majorité (1).

La commission, chargée d'appuyer auprès du ministre de la guerre la décision du conseil municipal, fut élue dans la séance suivante (13 juin). Elle comprenait 7 membres, parmi lesquels M. Yves Guyot, l'auteur de la proposition, M. Mesureur, aujourd'hui directeur de l'Assistance publique, M. Mathé qui fut élu président, le colonel Martin... etc. (2).

Cette commission fut reçue quelques semaines plus

(1) *Bulletin municipal*, 12 juin 1883.

(2) *Id.*, 13 juin 1883.

tard par le général Campenon, ministre de la guerre dans le cabinet Ferry.

Dans son livre *Paris ouvert*, M. Yves Guyot a donné un très intéressant compte-rendu de cette visite :

« ... Messieurs, dit le ministre, ce n'est pas la suppression partielle de l'enceinte qu'il s'agit d'obtenir, c'est la suppression complète. J'en suis partisan pour des raisons militaires en dehors des questions civiles qui peuvent vous guider.

« Je ne comprends pas qu'on puisse attacher tant d'importance à l'enceinte continue...

« Non seulement l'enceinte est inutile, mais elle est nuisible... au point de vue moral... au point de vue matériel. Elle est même un danger, car elle donne une fausse sécurité et s'il — (l'assiégé !) — évite l'assaut, il arrive sûrement à la capitulation. »

Peut-être une entente aurait-elle pu s'établir entre le gouvernement et la ville de Paris si le général Campenon était resté plus longtemps au ministère. Mais les ministres sont éphémères !

D'autre part, quand il a fallu évaluer le prix des terrains à provenir de la désaffectation, la Ville ayant l'intention de les acheter pour les aménager au mieux de ses intérêts, la différence entre les évaluations faites par la Ville d'un côté, par l'administration des domaines de l'autre, fut si considérable que toute entente devenait impossible (1).

(1) L'Etat demandait 212 millions, la Ville en offrait 83. Il ne s'agis-

Il semble bien, d'ailleurs, que l'on se trompait de part et d'autre. La Ville se basait sur des estimations faites à une époque très ancienne. Le domaine, tenant compte de la plus-value acquise par ces terrains depuis ces évaluations, émettait cependant des prétentions exagérées. On peut même se demander s'il ne s'en rendait pas compte lui-même quand on se rappelle que M. Mathé, ayant demandé au ministre des finances, M. Tirard, communication des pièces à l'aide desquelles cette estimation avait été faite, de manière à avoir une base de discussion, le ministre refusa net, sans alléguer aucun motif de ce refus.

De nouvelles démarches furent faites par les représentants de la municipalité auprès du général Lewal quand il eut pris possession du portefeuille de la guerre.

Le ministre invita le comité de défense à délibérer. Ce comité se réunit et, sans étudier la question, — le général Lewal le dit en propres termes à la commission municipale, — repoussa toute désaffectation de l'enceinte(1).

sait alors que d'une partie de l'enceinte entre le quai d'Auteuil et la porte de Pantin.

(1) Yves Guyot, *op. cit.*

SECTION II

Le rôle de M. Paul Brousse.

§ 1^{er}. — *Le premier projet soumis au Conseil Municipal.*

Après l'élection de M. Yves Guyot à la Chambre des députés, c'est M. Paul Brousse qui s'est fait le champion acharné du démantèlement de Paris. Depuis plus de quinze années, l'honorable conseiller, aujourd'hui député, lutte avec une patience inlassable pour le succès de ce projet. Ses discours, ses rapports, ses nombreux articles de journaux, les dossiers volumineux qu'il a composés sur la question, représentent une somme d'activité vraiment étonnante. Lorsque cette œuvre sera réalisée, les Parisiens pourront lui en être reconnaissants, car il a joué dans cette affaire un rôle prépondérant, un rôle capital.

Au cours des années 1889 et 1890, M. Yves Guyot étant ministre des travaux publics dans le cabinet Tirard, M. Paul Brousse s'empessa de saisir l'occasion propice qui se présentait par suite de la présence parmi les membres du gouvernement de l'ancien conseiller

qui, sept années auparavant, avait le premier posé la question du démantèlement au sein de l'assemblée communale. M. Brousse pensait, avec raison, que M. Guyot ne renierait pas son passé de conseiller municipal et tiendrait à prêter son concours aux élus de Paris.

Le cabinet Tirard ayant été constitué le 22 février 1889, le jour même, le conseil municipal étant en séance, M. Brousse fit adopter une délibération confirmant les précédentes résolutions du conseil relatives à la désaffectation de l'enceinte.

Les démarches entreprises à la suite de ce vote eurent pour premier résultat l'établissement d'un projet visant la création d'une nouvelle enceinte qui devait permettre la démolition des fronts Ouest et Nord de l'enceinte actuelle. Ce projet fut transmis au conseil municipal par M. le préfet de la Seine au nom de M. Constans, ministre de l'intérieur du cabinet de Freycinet, le 12 juin 1891.

Voici quelle était l'économie de ce projet :

« La portion de l'enceinte supprimée serait comprise
« entre les portes d'Auteuil et de Saint-Ouen ; la partie
« qui la remplacerait longerait à peu près la limite sud
« du Bois de Boulogne, franchirait la Seine, englobe-
« rait Suresnes, Puteaux, Courbevoie, la Garenne,
« Bois-Colombes et Colombes, puis traverserait de nou-
« veau le fleuve, passerait entre Clichy et Saint-Ouen

« et viendrait se raccorder à l'enceinte existante vers
« la porte de Saint-Ouen. »

Dans la partie financière du projet, le gouvernement demandait à la ville de lui faire l'avance des sommes nécessaires à l'établissement de la nouvelle enceinte ainsi qu'à la construction d'ouvrages fortifiés destinés à la protéger, soit 130 millions.

La ville de Paris se couvrirait de cette avance par le produit de la vente des terrains de la portion d'enceinte supprimée que l'Etat lui abandonnait et qu'il estimait lui-même à 110 millions.

C'était donc une perte sèche de 20 millions pour la ville ; de plus, elle ne devait entrer en possession des terrains désaffectés que lorsque les travaux de la nouvelle enceinte seraient terminés.

Ce grief d'ordre financier n'était pas le seul qu'on ait adressé au projet du gouvernement : on lui reprochait encore la création d'une nouvelle enceinte dont le prix paraissait hors de proportion avec les services que l'on pouvait en attendre ; on ne voulait enfin à aucun prix l'établissement des servitudes militaires que cette nouvelle enceinte allait faire naître à la charge d'une longue portion du territoire de certains grands centres de population, en particulier Boulogne.

M. Brousse, rapporteur de la commission chargée d'étudier ce projet (1), déposa un très remarquable

(1) Cette commission comprenait, en outre d'une délégation du conseil municipal, les huit conseillers généraux suburbains.

rapport dont les conclusions furent adoptées, à l'unanimité, par la Commission et par les deux conseils (1).

Elles étaient ainsi rédigées :

Le Conseil :

Repousse le projet de déplacement partiel du mur d'enceinte qui lui a été transmis par M. le préfet de la Seine, de la part de M. le ministre de l'Intérieur par lettre du 30 mai 1891.

Il émet le vœu qu'il a émis constamment en faveur de la désaffectation totale de ce mur et de la suppression des servitudes militaires que sa présence entraîne.

Mais, prenant acte des dispositions du comité supérieur de la guerre, il invite sa commission des fortifications à ouvrir de nouveaux pourparlers avec les ministres de la Guerre et des Finances pour obtenir un autre projet conforme aux intérêts civils, militaires, financiers de l'Etat, du département de la Seine et de la ville de Paris (2).

Les négociations reprirent donc et le 11 décembre 1893, après une entrevue entre M. Brousse et M. Cavaignac, ministre de la guerre, ce dernier consentait à la constitution d'une commission mixte chargée d'évaluer contradictoirement les terrains que rendrait disponibles la désaffectation partielle projetée du mur d'enceinte.

Cette commission, présidée par le général Correnson,

(1) Rapport de M. Paul Brousse, n° 22, 1893, au Cons. municipal.

(2) *Bulletin municipal*, 2 avril 1893.

tint sa première séance le 11 janvier 1897. Il apparut bientôt comme évident que l'accord ne pouvait s'établir entre les représentants de l'Etat et ceux de la ville quant à l'évaluation parcellaire des terrains : la commission se trouva donc impuissante à formuler l'estimation qui lui était demandée (1).

Une nouvelle tentative essayée vers la fin de la même année ne fut pas plus heureuse. Cette fois, les pourparlers paraissaient rompus définitivement et l'Etat allait se décider à agir seul, au mieux de ses intérêts.

§ 2. — *La loi du 19 février 1898.*

Le 21 décembre 1897, les ministres de la guerre (2) et des finances (3) déposèrent un projet de loi ouvrant un compte spécial du trésor sous le titre de « Déplacement de l'enceinte Ouest de Paris et perfectionnement du matériel d'armement ».

(1) Les terrains compris entre le quai d'Auteuil et la porte de Pantin furent estimés par les représentants de la ville 466.982.200 francs, et l'Etat à 240.596.015 francs.

Les deux parties étant tombées d'accord pour déduire $\frac{1}{5}$ pour les voies de lotissement, il restait une estimation de 133.585.760 pour la ville, et de 192.476.812 pour l'Etat, soit une différence de : 58.891.052 fr.

(2) Général Billot.

(3) M. Cocheray.

Ce projet, devenu loi après avoir subi quelques modifications, fut promulgué le 19 février 1898 (1) ; son titre était devenu : « Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires ». Son objet véritable, un peu dissimulé sous ce titre était, d'une part, la désaffectation et le déclassement partiels du mur d'enceinte, d'autre part, la construction d'une nouvelle enceinte.

L'Etat semblait donc prendre le parti de se passer de la ville : la loi de 1898 permet au gouvernement de négocier librement et directement avec le public la vente des terrains que le déclassement pourrait rendre disponibles. Cependant, comme on ne se faisait aucune illusion sur la rapidité de la vente aux particuliers ou à des sociétés privées (2) des terrains pour lesquels l'Etat s'était montré si exigeant vis-à-vis de la ville, l'art. 3 de la loi autorisait le ministre des finances à émettre ou à négocier des obligations du trésor remboursables en six ans. D'ailleurs, « les conditions du

(1) *Journal officiel* du 19 fév. 98. La promulgation est datée du 17.

(2) « ... Nous avons reconnu, dira l'exposé des motifs du projet de loi de 1902, dont nous parlerons plus loin, que la vente de l'intégralité des fronts ouest et nord n'était pas opportune. La masse totale des terrains, jointe à celle des zones de servitude militaire, serait trop considérable pour ne pas influencer désavantageusement sur les prix ; en outre, beaucoup de terrains situés dans des quartiers peu peuplés encore, n'ont aujourd'hui qu'une valeur insignifiante auprès de celle qu'ils sont appelés à prendre. La seule fraction susceptible de prendre une plus-value immédiate nous paraît être celle qui longe le bois de Boulogne... »

« déclassement et de l'aliénation des fronts ouest et « nord de l'enceinte de Paris, — dit l'art. 6 — seront « déterminées par une loi ». C'était remettre la réalisation de l'opération à une époque indéterminée et peut-être lointaine !

L'émoi fut grand à l'Hôtel de ville quand on sut que l'Etat, dans un but d'intérêt fiscal, paraissait décidé à aliéner au plus tôt la partie de l'enceinte située en bordure du Bois de Boulogne. Les représentants de la ville, voulant éviter à tout prix que ces terrains fussent vendus sans leur contrôle et sans certaines conditions qui leur paraissaient indispensables dans l'intérêt de la Cité, décidèrent, à l'instigation de M. Paul Brousse, de reprendre encore une fois les négociations interrompues.

Il devait en résulter la signature d'une convention datée du 14 février 1902.

§ 3. — *Convention du 14 février 1902.*

Cette convention, signée par le préfet de la Seine au nom de la ville et par M. Caillaux, ministre des finances, au nom de l'Etat, semble aujourd'hui abandonnée. Cependant elle n'est point frappée de caducité et pourrait servir de base à une nouvelle entente, il est donc utile d'en indiquer les principales dispositions.

Elle concerne seulement la partie de l'enceinte qui

s'étend de la porte d'Auteuil à la porte Maillot et n'est qu'une convention de viabilité.

L'Etat s'engage à observer le plan de viabilité accepté par le Conseil municipal ; il cède gratuitement à la ville les terrains nécessaires à son exécution. La ville de Paris s'engage à exécuter les travaux de démolition du mur au-dessus du niveau des voies, ceux du nivellement général du sol ainsi que tous les travaux de viabilité ; ils sont décrits en détail et font l'objet d'un plan annexé à la convention.

Le montant des dépenses sera avancé par l'Etat à la ville jusqu'à concurrence de 8 millions de francs. Ces avances produiront intérêt au taux de 3 fr. 25 0/0.

Certaines parties des terrains seront frappés d'une servitude de *non ædificandi*.

Les terrains désaffectés seront, pendant 10 ans, exemptés de tout impôt direct tant qu'ils resteront la propriété des premiers acquéreurs et ne seront pas devenus productifs de revenus ou utilisés à leur profit.

Cette convention ne pouvait devenir définitive qu'après avoir été approuvée par le Parlement. Le projet, destiné à donner cette approbation, fut déposé une première fois à la Chambre le 17 février 1902 par M. le ministre des finances. Devenu caduc à la fin de la législature, il fut remplacé par un deuxième à peu près identique, déposé par M. Rouvier le 1^{er} juillet suivant. Celui-ci fit l'objet d'un rapport favorable de M. Ruau, rapport qui n'a jamais été discuté.

Disons tout de suite qu'il y a un motif à cet oubli volontaire : c'est que le dépôt qui en a été effectué à la Chambre était accompagné d'un projet de loi qui a soulevé les protestations légitimes du Conseil municipal et de tous les vrais amis de Paris.

Le projet prévoyait :

1° La désaffectation de la portion comprise entre les portes d'Auteuil et Maillot, dans les conditions expliquées ci-dessus.

2° La désaffectation de la portion comprise entre la Seine et la porte d'Auteuil et aussi de celle comprise entre la porte Maillot et la porte de Pantin.

3° L'aliénation à des particuliers, à des sociétés ou à des compagnies, des parties non cédées à la ville.

4° La construction d'ouvrages nouveaux de fortifications et plus spécialement d'une nouvelle enceinte continue entre Saint-Denis et Pantin.

C'est contre ces deux derniers objets du projet de loi que protestaient le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine. En ce qui concerne l'aliénation des terrains, le Conseil municipal réclamait pour la ville de Paris « un droit de préemption dans toute vente partielle ou intégrale des terrains... »

(Rapport Brousse, 1^{er} décembre 1902.)

En ce qui concerne la construction d'une nouvelle enceinte, le Conseil général de la Seine joignait ses protestations à celle du Conseil municipal ; tous deux maintenaient énergiquement la résistance qu'ils

avaient toujours montrée vis-à-vis de tout projet de cette sorte.

Dans ces conditions, la solution de la question se trouvait ajournée et remise *sine die*.

Vers la fin de l'année 1904, le ministre de la guerre abandonnait enfin son projet de construction d'une nouvelle enceinte. M. Doumer, président de la commission du budget, en donnait l'assurance formelle à la Chambre le 19 novembre.

C'était un point acquis, mais l'ère des difficultés ne devait pas se terminer encore.

Beaucoup de députés de province, obéissant peut-être à un sentiment inconscient de jalousie vis-à-vis de Paris, ont toujours eu une tendance innée à vouloir remplir les caisses de l'Etat au détriment de la capitale. Il s'en est fallu de bien peu que, grâce à cet état d'esprit, le projet de loi rapporté par M. Ruau ne fût adopté tel quel et incorporé dans la loi des finances de 1905. La commission du budget en avait approuvé les conclusions, mais la Chambre se refusa à suivre cet exemple.

En 1906, toujours lors de la discussion du budget, deuxième tentative par voie d'amendement.

A la première séance du 15 mars, M. Guillaume Chastenet demande une réduction de crédits de 5 millions sur le chapitre 4 du ministère des finances ainsi désigné : « Intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial de perfectionnement d'armement (loi du 17 février 1898) : 5.022.400 francs. »

M. Chastenet prétendait fonder sa demande de réduction sur la non-exécution de la convention de 1902 ou plutôt sur l'abandon de fait de cette convention qui aurait dû être approuvée par une loi. Si toute entente avec la ville est impossible, il faut en finir et exécuter la convention sans la consulter et à ses frais, c'est-à-dire exécuter aux frais de la ville les travaux de démolition et de viabilité.

En réponse à M. Chastenet, le gouvernement, représenté par M. Laurent, secrétaire général du ministère des finances, prend l'engagement de mettre à l'ordre du jour de la Chambre le projet tendant à l'approbation législative de la convention de 1902.

Dans la deuxième séance de cette même journée, la question revient en discussion. M. Edouard Vaillant, député de Paris, se fait l'interprète du Conseil municipal pour demander qu'un projet de convention nouvelle soit déposé. L'orateur expose que l'on devrait profiter de la circonstance pour rendre les communications plus faciles entre Paris et la banlieue, pour ménager des jardins et des espaces libres. Il exprime le désir que la désaffectation projetée concerne non seulement la partie longeant le bois de Boulogne, mais aussi le front Nord (1)... « et que l'on s'achemine le plus rapidement possible vers la suppression totale des fortifications... »

(1) M. Vaillant représente à la Chambre une circonscription du 20^e arrondissement.

M. Charles Beauquier, intervenant dans la discussion, fait part à la Chambre et au ministre des finances de ses inquiétudes au sujet du bois de Boulogne que les projets en discussion menacent de mutiler. Il se fait l'écho du mouvement considérable d'opinion qui supplie le gouvernement de tenir compte de la nécessité inexorable pour une ville d'avoir des squares, des parcs, des emplacements plantés d'arbres. Il se place surtout au point de vue de l'hygiène et de la beauté de la ville et son éloquente parole lui vaut des déclarations rassurantes de la part de M. Poincaré, ministre des finances.

Ces débats eurent leur écho à l'Hôtel de Ville. La commission municipale des fortifications, après une nouvelle étude de la question, nomma M. d'Andigné, rapporteur.

Dans un travail tout à fait remarquable (1), le distingué conseiller du quartier de la Muette se montra tout aussi bon économiste qu'historien. Son œuvre touche à tous les points de cette question si délicate et toujours pour l'éclairer utilement ; elle a le mérite de se baser sur la théorie des espaces libres dont nul aujourd'hui ne conteste plus l'utilité.

Ce rapport conclut à la désaffectation de l'enceinte :

1° Du quai d'Auteuil à la porte Molitor ;

2° De la porte Molitor à la porte de Neuilly, pour

(1) Rapport portant le n° 93 (nov. 1906).

cette partie, longeant le Bois de Boulogne, revenir à la ville ;

3° De la porte de Neuilly à la porte des Ternes, emplacement où serait édifié un palais des Sports ;

4° De la porte des Ternes à la porte de Villiers pour la reconstruction de l'hôpital Beaujon.

On le voit, ce rapport, approuvé par le Conseil municipal, ne s'occupe que d'une partie de l'enceinte longue d'environ 3 kilomètres et comprise entre la basse Seine et la porte de Villiers ; le sort du bois de Boulogne principalement semble avoir intéressé son auteur.

§ 4. — *La question du Bois de Boulogne.*

M. d'Andigné a soulevé, dans une partie très intéressante de son rapport, une question fort importante concernant les terrains des fortifications en bordure du Bois de Boulogne.

Il prétend démontrer que si l'Etat a le droit incontestable de démolir les fortifications, il n'a pas le droit, du moins depuis la porte d'Auteuil jusqu'à celle de Neuilly, de disposer à son gré des terrains sur lesquels l'enceinte a été établie.

Lorsque les fortifications furent construites, elles ne purent l'être, en effet, sur ce point, qu'en vertu d'un

don personnel du roi Louis-Philippe qui céda gratuitement à l'Etat 69 hectares estimés nécessaires à leur construction. Le roi était alors propriétaire du bois ainsi que le prouve la loi du 2 mars 1832 qui, supprimant les apanages, reconnaît l'existence du domaine privé et comprend le bois de Boulogne parmi les immeubles qui le composent (1). Son article 7 déclare que : « le roi pourra faire aux palais, bâtiments et domaines de la Couronne tous les changements, additions et démolitions qu'il jugera utiles à leur conservation ou à leur embellissement ».

C'était bien reconnaître le droit de propriété du roi et par suite on ne peut discuter la validité de la donation faite à l'Etat au moment de la construction de l'enceinte.

Après la confiscation des biens de la famille d'Orléans en 1832, le Bois fut cédé à la ville de Paris à charge pour elle de l'embellir et de l'entretenir ainsi que de lui conserver sa destination actuelle ; la loi, déterminant les conditions de cette cession, le déclarait inaliénable (2). La ville obtint aussi l'autorisation de planter d'arbres les 250 mètres de la zone militaire qui avaient été rasés lors de l'édification de la ligne fortifiée.

Ainsi donc, c'est sur son domaine privé et en vue

(1) Art. 2^e : « Les biens immeubles comprendront : le Louvre, les Tuileries... etc., et les domaines de Versailles, Marly, Saint-Cloud, Meudon, Saint-Germain-en-Laye, Compiègne, Fontainebleau, Pau, le bois de Boulogne, le bois de Vincennes et la forêt de Sénart ».

(2) Loi du 8 juillet 1852.

d'un objet déterminé que Louis-Philippe donna à l'Etat ces 69 hectares du Bois de Boulogne, dont 51 seulement furent utilisés. L'Etat abandonnant aujourd'hui les fortifications, le don du roi qui avait été distrait du Bois ne doit-il pas faire retour à ce domaine, dont il ne fut détaché que pour une destination spéciale, actuellement disparue? Il semble naturel que cette solution soit admise; mais, dès lors, c'est la ville qui devient propriétaire de ces terrains, non plus l'Etat. Or, d'après la loi de 1852, la ville n'a pas le droit de disposer de l'étendue qui lui est remise; elle doit la conserver à l'usage de promenades, ne peut pas l'aliéner.

Voilà, nous semble-t-il, la conclusion logique où nous amènent les prémisses que nous avons indiquées à la suite de M. d'Andigné. L'honorable conseiller cependant ne va pas jusque-là. Pour lui, ces terrains désaffectés resteraient la propriété de l'Etat, car ils ne furent pas compris dans l'acte de 1852, cédant le bois à la ville, et il serait seulement à souhaiter qu'ils soient l'objet d'un accord conclu sur les mêmes bases (1).

Certes, la théorie de M. d'Andigné est ingénieuse et elle a le grand mérite d'offrir une solution tout à fait favorable à l'embellissement de Paris: « C'est une portion du Bois qui doit retourner au Bois, — dit le rapport, — sans que personne, la ville moins que tout

(1) Rapport de M. d'Andigné sur la désaffectation des fortifications de la ville de Paris, 1906, p. 29.

« autre, puisse en disposer autrement que comme « endroit de promenade (1) ».

Nous croyons cependant devoir lui faire une objection : c'est qu'elle suppose la donation faite à l'Etat par le roi Louis-Philippe sous la condition expresse que ce terrain servirait à construire les remparts de Paris. Dans ce cas, en effet, si l'enceinte est supprimée, il y aurait inexécution des conditions de la donation et celle-ci pourrait être révoquée. Encore faudrait-il pour cela une décision de justice ; car, d'après l'art. 956 du Code civil, cette révocation n'a jamais lieu de plein droit.

Mais nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi : le motif déterminant de la donation faite par le roi est bien évidemment la construction des fortifications, ce n'est pas douteux : mais le donateur ne fit jamais de l'exécution de ces travaux ou de leur maintien une charge dont l'inexécution puisse amener la révocation de sa libéralité. Nous n'en voulons pour preuve que le fait cité par M. d'Andigné lui-même qui reconnaît que les terrains inutiles à l'enceinte furent vendus soit par la Ville, soit par l'Etat sans que Louis-Philippe ou ses héritiers en aient jamais revendiqué la propriété.

La donation est donc, à notre avis, définitive et l'Etat reste bien, demain comme aujourd'hui, propriétaire de l'emplacement des remparts sans que leur suppression entache en rien ses droits.

(1) *Op. cit.*, p. 95.
Flourens

Cependant si, en droit, nous croyons devoir conclure ainsi, en fait, nous ne pouvons pas oublier que ces terrains ont été donnés pour assurer la sécurité de la ville. N'est-ce pas un devoir moral pour l'Etat que de les consacrer aujourd'hui à son embellissement au lieu de chercher à faire argent d'un bien qui lui fut donné dans un tout autre but ?

L'opinion publique en a jugé ainsi et lorsque le Bois de Boulogne parut menacé par un projet de lotissement des terrains en bordure, ce fut une tempête de protestations et on peut dire que l'unanimité des journaux de Paris se montra fermement hostile à toute diminution du Bois.

Sur l'initiative du *Figaro*, se fonda un comité de défense du Bois de Boulogne (1). Ce comité, auquel ont adhéré un très grand nombre de notabilités parisiennes, a provoqué une certaine agitation qui a certainement influencé très heureusement les pouvoirs publics et plus particulièrement l'administration des Domaines.

Le Journal *Le Figaro*, promoteur de cette campagne, a publié un nombre considérable de lettres de protestations contre les projets que l'on prêtait, peut-être un peu à la légère, à l'administration : académiciens, savants, littérateurs, médecins, avocats, hommes poli-

(1) Président, baron Pierre de Coubertin ; vice-présidents, M. Frantz Jourdain et M. Gaston Calmettes ; secrétaire général, M. Frantz Reichel ; conseil judiciaire, M^e Chéramy.

tiques, artistes, se sont groupés et dressés à la fois pour conjurer le danger. Diverses sociétés, et parmi elles la « Société pour la protection des paysages de France » tout particulièrement, ont suivi cet exemple, parfois même, ont pris les devants.

Ces efforts ont été couronnés de succès : à la tribune de la Chambre, M. Poincaré d'abord, M. Caillaux ensuite, ont protesté de leurs intentions favorables aux désirs ainsi manifestés. Il y a lieu d'espérer que le Bois, loin de voir diminuer son étendue, verra s'accroître sa superficie pour la plus grande joie et la meilleure hygiène des Parisiens.

SECTION III

Les derniers projets à l'étude.

§ 1. — *Promesses ministérielles.*

Après l'exposé des difficultés toujours nouvelles qui se sont élevées contre l'Etat et la Ville, il est bien permis de se demander si les deux parties finiront un jour par s'entendre.

On a pu, à cet égard, avoir des doutes à certaines époques ; mais depuis quelques mois, surtout depuis la

séance de la Chambre du 11 novembre 1907, il semble vraisemblable que la désaffectation des fronts Ouest et Nord est prochaine et qu'elle pourra s'effectuer à des conditions acceptables pour la Ville. On est en droit de compter sur la sagesse des pouvoirs publics et du Conseil municipal, sur l'esprit de conciliation des deux parties contractantes, pour mener à bien au moyen de concessions mutuelles, une opération profitable à tous.

Lors de la discussion du budget de 1908 à la Chambre des députés, M. Chastenet, qui n'avait pas ménagé ses critiques à l'édilité parisienne deux ans auparavant, demande encore une fois la suppression du crédit destiné à solder les intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial du perfectionnement de l'armement. On se rappelle que ce compte ouvert par la loi du 17 février 1898 devait s'alimenter du produit de la vente des terrains provenant de la désaffectation des remparts.

A cette occasion, M. Caillaux, ministre des finances, prononça un discours du plus haut intérêt qui fait présager la solution de la question (1).

Le ministre reconnaît que les évaluations de terrains primitivement faites ont été exagérées : « On s'est
« aperçu, dit-il, qu'on avait oublié de tenir compte
« qu'une quantité considérable de terrains devaient
« être affectés aux voies et que, dès lors, les éva-

(1) *Officiel* du mardi 12 nov. 1907, p. 2144 et suiv.

« luations étaient à refaire ». En ce qui concerne les dépenses afférentes aux ouvrages de fortifications supplémentaires à construire pour suppléer à l'enceinte, il semble bien que le ministre reconnaisse qu'ici encore des exagérations se sont produites du côté de l'administration. « ...On maintiendra une « petite partie des fortifications » nouvelles projetées primitivement entre la porte de Pantin et la Seine, « un certain délai sera donné à la guerre pour évaluer « les casernements qui doivent l'être et la somme de- « mandée pour un supplément de fortifications en dehors « de Paris sera sensiblement réduite ».

Il est également indispensable que les exigences de l'Etat s'atténuent à raison du caractère particulièrement important de l'aliénation dont il s'agit : « ...Il « nous faut un acheteur et il n'est pas facile d'en trouver un disposé à acquérir sous certaines conditions « des terrains allant depuis le Point-du-Jour jusqu'à la « porte de Saint-Denis...

« ... Dans ces conditions, il m'a paru que, tout bien « considéré, il n'y avait rien de mieux à faire que d'offrir encore une fois à la Ville de Paris, même au prix « d'un léger sacrifice, d'acheter les fortifications, en lui « laissant le soin d'en disposer pour le mieux ».

M. Chautard, ancien président du Conseil municipal, intervient alors pour signaler les difficultés qui résulteront du maintien de l'octroi.

Les fortifications démolies, il devient, en effet, né-

cessaire d'édifier un chemin de ronde encadré de deux grilles pour éviter la fraude. Or, cette opération coûtera à la ville une somme d'environ 30 millions qui grèvera d'autant ses finances. Cependant, si l'on annexait les communes de Boulogne, Neuilly et Levallois comprises dans la boucle de la Seine, cette difficulté serait en très grande partie supprimée : la Seine formerait, en effet, une excellente barrière d'octroi, très facile à surveiller.

Il faut aussi se rappeler que pour réaliser l'achat des terrains, il est de toute nécessité de recourir à un emprunt municipal. C'est là un sacrifice dont il doit être tenu compte à la ville dans l'appréciation du prix de cession ; l'Etat recevra, en effet, immédiatement une somme dont la ville ne sera remplie, si elle doit l'être jamais ! que dans un temps indéterminé. Jusque-là, elle devra supporter les intérêts à servir aux porteurs de l'emprunt.

Après quelques autres observations, la discussion se termine par la promesse du ministre qui s'engage à faire tous ses efforts pour arriver à une entente.

§ 2. —

Après cette manifestation de bon vouloir de la part du ministre des finances, la commission des fortifications du conseil municipal se remit au travail.

Au mois de décembre dernier, M. Chérioux faisait adopter par cette commission les conclusions d'un rapport dans lequel il propose une nouvelle et importante combinaison.

Bien entendu, il n'est question que du démantèlement des fronts ouest et nord. L'administration de la guerre ne veut accorder rien de plus... pour le moment. Plus tard sans doute, un jour viendra où l'on obtiendra l'autorisation totale.

Pour cette partie, seule en cause, l'opération est prévue comme devant s'effectuer par fractions, en commençant par la partie longeant le bois de Boulogne et probablement même jusqu'à la porte de Villiers. Ce premier essai contiendrait d'utiles indications au point de vue de la dépense, car il est dès à présent certain que le prix de vente des matériaux ne suffira pas à payer la main-d'œuvre nécessaire à leur extraction. On ne peut qu'approuver la prudence qui dicta cette façon d'agir.

M. Chérioux propose aussi d'obliger les propriétaires riverains, appelés à bénéficier de la plus-value que la suppression des servitudes militaires donne à leur terrain, à verser à la ville la moitié de cette majoration. Ils supporteraient encore les frais de viabilité et l'établissement d'une grille pour l'octroi.

Nous allons étudier dans un chapitre suivant les objections juridiques que l'on peut élever à l'encontre de ces prétentions. Nous constaterons auparavant comme

conclusion de cet exposé historique, que la non-réalisation de l'œuvre depuis si longtemps attendue provient presque uniquement du fait de l'Etat.

Il y a lieu cependant de noter les progrès accusés et qui, malgré leur importance toute relative, ne sont pas négligeables. Au début, on se heurte à un refus formel du comité de défense ; plus tard, le principe est adopté tout au moins partiellement et c'est alors la question financière ainsi que la prétendue nécessité de construire une nouvelle enceinte qui font échouer les négociations. Aujourd'hui, l'autorité militaire semble avoir cédé sur presque tous les points, l'Etat a compris que son rôle n'était pas de jouer les Harpagon et que la capitale méritait son aide bienveillante dans l'œuvre colossale qu'elle entreprend dans l'intérêt public, le Conseil municipal semble décidé à agir et à s'imposer les sacrifices nécessaires.

Le temps est proche où la transformation des fronts ouest et nord de l'enceinte sera un fait accompli.

SECTION IV

Discussion de la proposition Chérioux tendant à imposer une indemnité de plus-value aux propriétaires riverains de l'enceinte. — Voies et moyens proposés pour l'exécution du démantèlement partiel.

La désaffectation des fronts ouest et nord de l'enceinte étant chose décidée, il s'agit de résoudre la ques-

tion des voies et moyens, la question financière, qui donnera sans nul doute lieu à de longues discussions et à d'importantes divergences de vue.

Même en supposant que, par suite du développement qu'elle prendra après le démantèlement, la ville recouvre dans un avenir plus ou moins lointain, au moyen de plus-values de recettes, les sommes qu'elle va dépenser tant pour l'achat des terrains que pour la démolition du mur d'enceinte, la mise en état du sol et peut-être l'établissement d'une grille d'octroi, il n'en reste pas moins certain qu'elle va se trouver obligée d'en faire l'avance. D'ailleurs, le chiffre de ces plus-values est très incertain et il serait très imprudent de les escompter dans un budget insuffisant pour satisfaire aux besoins toujours croissants de la capitale. Enfin, pour des raisons électorales, on voudrait mener à bonne fin l'opération projetée sans imposer de nouvelles charges aux contribuables.

S'inspirant de ces considérations, la commission municipale des fortifications propose au Conseil Municipal, par l'organe de M. Chérioux, son rapporteur (1), l'adoption d'un système qui a le mérite d'être ingénieux au double point de vue financier et électoral.

Au point de vue financier, cette combinaison est de nature à atténuer, peut-être même à supprimer avec le temps les charges que la ville va s'imposer par suite de l'opération projetée.

(1) Cons. munic., séance du 31 déc. 1907.

Au point de vue électoral, ce système a l'avantage de faire retomber une partie des frais de cette opération sur une faible minorité de citoyens dont les protestations ne sont pas à redouter, d'abord parce qu'ils ne sont qu'en petit nombre, ensuite parce que la plupart d'entre eux ne sont pas électeurs à Paris. Ce sont les propriétaires zoniers dont nous avons eu à exposer déjà les doléances justifiées.

La commission des fortifications propose tout simplement de leur faire application de l'article 30 de la loi du 16 septembre 1807 sur le dessèchement des marais et autres entreprises de travaux publics, ainsi conçu :

« Lorsque, par suite des travaux déjà énoncés dans
« la présente loi, lorsque, par l'ouverture de nouvelles
« rues, par la formation de places nouvelles, par la
« construction de quais, ou par tous autres travaux pu-
« blics, généraux, départementaux ou communaux,
« ordonnés ou approuvés par le gouvernement, des
« propriétés privées auront acquis une notable augmen-
« tation de valeur, ces propriétés pourront être chargées
« de payer une indemnité qui pourra s'élever jusqu'à
« la valeur de la moitié des avantages qu'elles auront
« acquis : le tout sera réglé par estimation dans les
« formes déjà établies par la présente loi, jugé et ho-
« mologué par la commission qui aura été nommée à
« cet effet ».

Si donc les propositions de M. Chérioux étaient ratifiées par le Conseil Municipal et par le Gouvernement,

dont l'assentiment est nécessaire, on réclamerait aux propriétaires zoniers la moitié de la plus-value qui ne manquera pas de se produire après le démantèlement.

Voici, d'ailleurs, l'art. 3 du projet de délibération soumis au Conseil municipal par M. Chérioux :

« L'administration est invitée à prendre les mesures
« nécessaires et à se mettre d'accord avec l'Etat en vue
« d'obtenir que les propriétaires compris dans la zone
« de servitude militaire soient astreints à payer à la ville
« une indemnité correspondante à la moitié de la plus-
« value résultant, pour leurs immeubles, du dégrève-
« ment de la servitude ».

Certes, la loi de 1807 a posé un principe extrêmement juste, celui de l'indemnité de plus-value. Il arrive fréquemment que des travaux d'utilité générale exécutés par l'Etat, le département ou la commune, procurent à certaines propriétés privées des avantages spéciaux en raison de leur situation, une augmentation notable et rapide de valeur, tandis que la masse des contribuables qui ont soldé les frais de ces opérations n'en recueillent qu'un profit moindre et à échéance plus lointaine.

Prenons des exemples. Le dessèchement d'un marais procure certainement un profit beaucoup plus grand et plus rapide aux propriétés riveraines qu'à la région tout entière qui en a fait les frais. L'établissement d'une route peut permettre la mise en valeur de propriétés non encore exploitées (terrains de culture, mines, car-

rières) ou la vente et l'usage comme terrain à bâtir de parcelles employées uniquement à la culture. Le percement de voies nouvelles dans les grandes villes rend des services analogues en augmentant la valeur locative des maisons riveraines.

On pourrait peut-être encore, semble-t-il, citer comme exemple les chemins de fer ; cependant certaines raisons peuvent être invoquées à l'encontre, qui nous les font écarter.

Les conséquences économiques de l'établissement de réseaux aussi étendus que le réseau français, par exemple, ne doivent et ne peuvent pas être envisagées au point de vue des intérêts particuliers. D'une part, toutes les propriétés rurales, sans exception, ont bénéficié de la construction des chemins de fer : on ne peut cependant demander à chacune une indemnité de plus-value. D'autre part, à l'expiration des concessions, vers le milieu du siècle, l'Etat français, en prenant possession des voies ferrées, trouvera un bénéfice si considérable, le placement de ses subventions aura été si avantageux, que l'on ne voit pas trop de quel droit et à qui il pourrait réclamer des indemnités de plus-value.

C'est surtout en matière de travaux édilitaires que le principe de l'indemnité de plus-value se justifie. Les travaux de démolition des vieux quartiers dans les grandes villes sont extrêmement coûteux et s'ils sont productifs, ce qui est discutable, le profit possible pour les villes qui les entreprennent ne peut se produire qu'à

lointaine échéance. Le caractère productif de ces travaux est très contestable : ils n'ont, en effet, aucun but lucratif. Les conseils municipaux se proposent, en les exécutant, d'embellir et d'assainir leurs villes, d'y faciliter la circulation, mais les finances municipales n'y trouvent qu'un très mince profit, parfois même aucun.

Supposons qu'on démolisse, au centre de Paris, un vieux quartier malsain, il faudra payer d'énormes frais d'expropriation. Les habitants des maisons démolies seront refoulés vers les faubourgs par la cherté des loyers des maisons nouvelles, mais les superficies nouvellement bâties étant beaucoup moins étendues que les précédentes, la ville ne saurait retrouver, sous forme d'impôts nouveaux, un supplément de revenu compensateur des frais de démolition.

En pareil cas, n'est-il pas très juste de réclamer des indemnités de plus-value aux propriétaires des immeubles situés en bordure des voies nouvelles, appelées à devenir passagères et commerçantes ? Ces indemnités apparaissent ici comme une compensation, comme la contre-partie des indemnités d'expropriation perçues par d'autres ; comme une mesure tendant à maintenir, dans la mesure du possible, l'égalité des charges et des avantages sociaux dont l'équilibre se trouve momentanément rompu au profit d'une minorité.

Le principe de l'indemnité de plus-value n'est donc pas contestable. Cependant l'article 30 de la loi du

16 septembre 1807 a été rarement appliqué. C'est que, dans la pratique, ce n'est pas toujours facile. Les causes réelles d'augmentation de valeur d'un immeuble ne sont pas toujours celles que l'on est amené à supposer à la suite de l'exécution d'un travail public ; elles peuvent être très diverses et provenir de circonstances étrangères. Ce peut être l'intelligente gestion du propriétaire ou des locataires, le développement du commerce et de l'industrie dans la localité, l'augmentation de la population. Il n'est pas toujours aisé de démêler la part de plus-value provenant du travail public effectué et celle qui provient d'autres causes.

D'autre part, l'augmentation de valeur attribuée à l'exécution des travaux publics peut n'être que temporaire. Sans doute, l'ouverture d'une voie nouvelle amène une hausse dans la valeur des immeubles situés en bordure de cette voie ; mais il peut se faire que, quelques années plus tard, soit par suite de travaux semblables dans les quartiers voisins, soit par suite du perfectionnement des moyens de transport ou par suite du déplacement de la population et pour d'autres causes encore, la valeur des immeubles primitivement favorisés subisse une décroissance. En pareil cas, devra-t-on restituer aux propriétaires intéressés tout ou partie des indemnités de plus-value qu'on leur a imposées à certaines époques ? Certainement non, car notre législation est absolument muette sur ce point. Elle ne prévoit, comme l'on sait, au profit des particuliers que les

indemnités d'expropriation, occupation temporaire, dépossession, privation de jouissance. Et cela se comprend. Si le législateur avait admis, en dehors de ces cas, le principe de l'indemnité de moins-value, l'exécution des travaux publics se heurterait à des difficultés insurmontables. Il y a toujours, en pareil cas, un grand nombre de particuliers qui éprouvent ou prétendent éprouver un préjudice.

Reprenons un exemple déjà cité : l'ouverture d'une grande artère dans une ville comme Paris. Une transformation de cette importance produit dans la circulation, dans le mouvement des affaires de notables changements, profitables à certains, préjudiciables à d'autres. Cependant on n'indemniserait pas les commerçants dont le chiffre d'affaires a baissé, ni les propriétaires qui ont dû diminuer le prix de leurs loyers.

Il ne faut donc pas donner trop d'étendue au principe de l'indemnité de plus-value et, dans l'application, il faut être très modéré, si l'on veut éviter toute injustice. Du reste, le législateur de 1807 semble bien s'en être rendu compte. L'article 30 édicte que : « ces propriétés *pourront* être chargées de payer une indemnité » ; la réclamation en est facultative pour l'administration.

Remarquons enfin, car c'est très important, que lorsque la valeur d'un immeuble augmente pour quelle cause que ce soit, les budgets de l'Etat, du département et de la commune y trouvent leur part de profit par une augmentation correspondante de l'impôt.

Voilà donc exposé le principe dont s'inspire la commission municipale des fortifications en proposant de demander une indemnité de plus-value aux propriétaires riverains des fortifications. Au premier abord, cette prétention paraît très justifiée, car il n'est pas douteux que la désaffectation de l'enceinte coïncidant avec l'achèvement du chemin de fer métropolitain et la réorganisation des moyens de transport en commun, aura, entre autres résultats, celui de procurer à ces propriétés une notable augmentation de valeur. Cependant, un examen plus attentif de la question peut conduire à des conclusions toutes différentes dans certains cas.

Et d'abord il convient de se demander si la situation est la même pour les propriétés riveraines *intra muros* et pour les propriétés comprises dans la zone des servitudes. Nous n'hésiterons pas à déclarer que tel n'est pas notre avis et qu'il faut examiner séparément les deux hypothèses, car elles nous conduiront à deux solutions différentes.

Considérons tout d'abord la situation des zoniers. Ces propriétaires, depuis que Paris est soumis au régime des servitudes militaires, ne peuvent élever aucune construction sur leurs terrains. Cette servitude *non ædificandi* constitue, dans les conditions où elle a été établie, une grave atteinte à la propriété. En toute justice, les intéressés auraient dû être indemnisés; car l'établissement de servitudes aussi préjudiciables n'est pas

seulement, comme les servitudes de droit civil, un démembrement de la propriété ; elles aboutissent, en fait, à une véritable expropriation partielle.

Cependant la législation sur les servitudes défensives ne prévoit l'indemnité que pour les cas de dépossession, occupation, privation de jouissance et la jurisprudence du Conseil d'Etat, par une interprétation restrictive de la privation de jouissance, a toujours refusé le droit à une indemnité aux propriétés grevées de ces servitudes.

Sans doute, les propriétaires zoniers ont gardé intact leur droit de propriété, mais ils ont été privés de l'une des formes les plus avantageuses de la jouissance : le droit de bâtir et cela sur des terrains particulièrement bien situés pour cette destination, au sein de l'agglomération considérable formée par Paris et sa banlieue. Il en est résulté pour ces terrains une énorme dépréciation (1).

(1) Eug. Pelletan, député au Corps Législatif, évaluait en 1869 cette dépréciation à 200 millions — (Corps législatif, séance du 22 avril 1869, — *Moniteur* du 24 avril 1869, p. 540 et suiv. — Discours au sujet d'une proposition tendant à la suppression de ces servitudes).

Cette évaluation était peut-être excessive pour l'époque. Mais depuis 67 ans que les fortifications sont établies, il n'est pas téméraire d'estimer à 250 millions la dépréciation totale subie par les terrains de la zone.

Voici comment nous obtenons ce chiffre : La superficie totale approximative des terrains grevés de la servitude est de 8.500.000 mètres carrés : $(34.000^m \times 250^m = 8.500.000^m^2)$. Or, on peut évaluer la dépréciation annuelle moyenne tant pour la valeur en capital que pour la valeur locative, à 0 fr. 50 par mètre, ce qui est très modéré, car elle est

Peut-être, en tenant compte exclusivement des textes législatifs, la Ville peut-elle se croire fondée à réclamer à bon droit l'application de l'article 30 de la loi de 1807. Mais il faudrait qu'elle oubliât ou feignît d'oublier la situation telle qu'elle résulte des événements antérieurs : cette solution nous paraît absolument contraire à l'équité, au droit naturel, et ce serait là le cas de répéter la vieille formule si souvent vérifiée : *Summum jus, summa injuria!*

Nous nous trouvons en présence de propriétaires qui, depuis 67 ans, subissent, sans avoir reçu la moindre indemnité, un régime de servitudes très préjudiciable et on veut leur réclamer une partie du profit qu'ils vont retirer de leur retour dans le droit commun ! Mais quel que soit ce profit, n'est-il pas évident qu'ils ne recouvreront jamais l'argent qu'ils ont perdu ? La servitude doit disparaître comme elle avait été établie, car la plus-value future ne sera qu'une petite compensation aux pertes passées et si le principe de l'indemnité était appliqué, il en résulterait qu'en définitive, les propriétaires de la zone seraient seuls à payer les frais d'une mesure qui n'a d'autre motif que l'utilité publique.

Serrant la question de plus près, il serait peut-être possible de justifier cette mesure vis-à-vis de certains zo-

actuellement bien supérieure ; la dépréciation totale est donc de $8.500.000 \times 0 \text{ fr. } 50 \times 67 = 284.750.000$ francs. Il convient de diminuer ce chiffre eu égard aux terrains appartenant à la ville ou à l'Etat (Bois de Boulogne, de Vincennes... etc.).

niers : de ceux qui ont acquis leurs propriétés à titre onéreux depuis l'établissement des servitudes. Pour ceux-ci, en effet, aucune perte n'a pu les atteindre dont ils puissent se prétendre victimes. Ils savaient, en achetant ces terrains, la diminution de jouissance qui les grevait et bien certainement le prix d'achat s'en est ressenti. Ce qu'ils ont payé, c'est du terrain de culture, non point du terrain à bâtir. A ceux-là, sans doute, la désaffectation causerait un enrichissement auquel n'a point correspondu une perte passée; certains sont peut-être d'habiles spéculateurs pour qui le démentèlement aura été l'occasion d'une hasardeuse, mais profitable opération; la loi de 1807 pourrait parfaitement leur être appliquée.

Quant aux propriétaires, possédant au moment de l'établissement de l'enceinte ou à leur héritiers, nous ne pouvons que nous élever contre la prétention émise à leur égard. Tout au plus pourrait-on soutenir, et ce sera notre conclusion sur ce point, qu'il est juste de leur faire payer la taxe temporaire de viabilité que la ville de Paris a pris l'habitude d'imposer, après ouverture de voies nouvelles, aux propriétaires riverains, afin de recouvrer les frais de mise en état de ces voies.

Toute autre est la situation des propriétés situées en bordure et à l'intérieur des remparts. On ne voit guère quel préjudice a pu leur causer la construction des fortifications: si ce voisinage leur a été d'un certain côté un peu défavorable, elles ont gagné, en revanche,

au surpeuplement des faubourgs, conséquence de l'enceinte. Ces propriétés vont être singulièrement favorisées par la démolition des remparts coïncidant avec le perfectionnement des moyens de transport : leur situation sur un magnifique boulevard constituerait un attrait puissant ; il s'en suivra des déplacements de population à leur profit.

Suivant le plan adopté par la ville pour la mise en l'état des terrains désaffectés, cette plus-value sera plus ou moins grande, mais quelle que soit la solution adoptée, elle en restera certainement considérable.

Ici l'application du texte de 1807 semble de toute justice et nous ne pouvons que l'approuver.

Toutefois le Conseil municipal serait peut-être imprudent s'il fondait de grandes espérances financières sur l'augmentation de valeur de ces immeubles. Le grand espace mis tout à coup à la disposition des entrepreneurs s'opposera à une plus-value rapide et cette augmentation ne se produira que progressivement et peut-être à longue échéance.

Pour réaliser l'opération projetée, dont le coût sera très élevé, plusieurs moyens financiers peuvent être mis en avant si l'on veut éviter de surimposer les contribuables.

En 1909, l'emprunt municipal de 1869 sera complètement amorti et il en résultera une disponibilité annuelle de 14 millions. Cette disponibilité ne sera conservée que si l'on maintient les centimes additionnels

perçus depuis 1869 pour gager ledit emprunt. On peut sans être grand prophète prédire ce maintien : les contribuables ne s'en apercevront pas et la ville a tant de besoins !

Voici donc 14 millions à dépenser : qu'en fera-t-on ? Sur ce point, il n'est pas douteux que chaque conseiller a son projet et le préfet de la Seine le sien. M. André Lefèvre, président de l'Assemblée communale, propose d'utiliser cette aubaine pour amorcer la suppression de l'octroi, réforme très désirable assurément, mais qui ne semble guère être possible immédiatement.

On pourrait, nous semble-t-il, demander qu'une partie de cette somme fût utilisée comme gage de l'emprunt nécessaire pour mener à bien l'opération du démantèlement si l'on tient à l'exécuter rapidement. En pareil cas, les ressources ordinaires du budget seraient notoirement insuffisantes, la dépense devant atteindre au moins 90 millions et peut-être 120 millions (1).

(1) Cette somme se décomposerait ainsi :

1 ^o Acquisition des terrains :	64 millions.
2 ^o Frais de démolition de l'enceinte et de viabilité, à raison de 2 millions le kilom. sur 14 kil. des fronts nord et ouest.	28 millions.
3 ^o Etablissement ÉVENTUEL d'une grille d'octroi : chiffre de M. Chautard.	30 millions.
Totaux : a) avec grille d'octroi :	122 millions.
b) Si la limite de Paris est reportée jusqu'à la Seine par l'annexion des communes suburbaines ouest et nord, pas de grille d'octroi ; d'où :	92 millions.

Jusqu'à ces derniers jours, il était difficile de savoir quelles étaient les intentions de l'Administration à ce sujet. Mais un mémoire de la plus haute importance vient d'être remis le 19 mars à la première et à la cinquième commission du conseil municipal par les soins du préfet de la Seine; il comprend tout un programme de grands travaux à exécuter à Paris dans une période de 37 ans, travaux pour lesquels il est prévu plus de 600 millions de dépenses.

Ce programme comporte 4 sortes d'opérations bien distinctes :

1° Celles qui se rapportent aux édifices municipaux, réparations urgentes, agrandissements, reconstructions, dépense prévue 25 millions.

2° Celles relatives aux promenades et plantations : agrandissement des parcs et jardins déjà existants, création de nouveaux 15 millions.

3° Celles qui concernent la voirie proprement dite : percement de rues, élargissement ou prolongement de certaines voies 395 millions.

4° Celles visant l'hygiène et la lutte contre la tuberculose 50 millions.

A ce total de 485 millions, il faut ajouter les dépenses déjà engagées (30 millions), les 64 millions que coûtera à la ville le rachat des fronts ouest et nord des fortifications et 15 millions de dépenses imprévues. On arrive ainsi à un total de 616 millions.

M. André Lefèvre, président du Conseil municipal,

a exposé dans un article très documenté que ce n'était là qu'une partie des sommes affectées en réalité aux travaux parisiens durant cette période de 37 années (1). Il faut encore y ajouter 45 millions provenant d'emprunts déjà conclus et non encore utilisés et aussi 90 millions de constructions scolaires que l'on va exécuter par le procédé résultant d'une loi récente dans les détails de laquelle nous n'avons pas à entrer.

Ainsi donc on propose d'exécuter pour les 37 années qui viennent un total de 735 millions de travaux alors que la période de même durée qui vient de s'écouler n'a disposé que de 666 millions environ. Cette augmentation ne peut qu'être applaudie de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la capitale ; elle le sera d'autant plus que le projet ne comporte aucun emprunt et par suite aucune charge nouvelle pour la ville.

M. de Selves, se préoccupant de la façon la moins coûteuse de faire exécuter ces travaux, a compris, en effet, tout l'avantage qu'il y aurait pour la ville à payer directement ses améliorations sans recourir au crédit. C'est une économie énorme dont ce procédé fait bénéficier les finances municipales. M. Lefèvre ne l'estime pas inférieur à douze cents millions si l'on suppose que l'emprunt souscrit pour les 600 millions prévus aurait été remboursable en 75 ans ; il aurait, dans ce cas, fallu payer une annuité de plus de 24 millions en tablant sur le taux de 3,75 0/0, intérêts, lots et primes

(1) Le *Journal*, 25 mars 1908.

de remboursements compris ; ce qui donne au total 4.800.000.000 francs.

Si l'amortissement de l'emprunt avait dû se faire en 30 ans, l'annuité se serait élevée à 26.700.000 francs et le total des débours à 1.300.000.000, soit encore 700.000.000 de frais, plus que le montant de l'emprunt.

Le projet préfectoral écarte donc toute idée d'emprunt et ne demande la somme nécessaire aux grands travaux prévus qu'aux centimes affectés actuellement aux emprunts de 1869 et de 1865 qui seront amortis en 1910 et 1929.

La continuation de perception de ces centimes permettra de réaliser dans la période visée une recette totale de 623 millions que le préfet propose d'affecter, sauf autorisation des Chambres, aux grands travaux dont il s'agit.

CHAPITRE V

CONSÉQUENCES DE LA DÉSAFFECTATION

La désaffectation de l'enceinte continue soulève une série de questions qu'il est bon d'indiquer.

La question d'argent est la plus importante, car d'elle dépend l'exécution du plan que nous voudrions voir aboutir : combien coûterait donc le démantèlement, le nivellement du sol, la viabilité, l'établissement éventuel de la grille d'octroi ?

Notons d'abord que, sans aucun doute, c'est à la ville qu'incomberont les frais de l'opération, car il n'est guère probable que l'Etat veuille consentir d'autre sacrifice que celui qu'il a péniblement accepté en abaissant le prix de vente de ses terrains. Il apparaît aujourd'hui comme probable que l'accord se fera entre la ville et l'Etat sur le prix d'aliénation des fronts ouest et nord de l'enceinte (1) ; mais c'est à peine la moitié

(1) Le prix de cette cession sera vraisemblablement de 64 millions.

du périmètre et nous ne devons pas nous contenter de cette demi-satisfaction. C'est une première étape après laquelle il faut prévoir l'aliénation complète. Pour la partie laissée jusqu'ici en dehors des pourparlers, il semble difficile que l'Etat puisse demander une somme comparable à celle qu'il a exigée pour les sections ouest et nord : les terrains situés sur le front méridional ne valent pas la cinquième partie de ceux qui forment le front ouest. Nous ne pouvons avoir la prétention de déterminer, même approximativement, les demandes probables de l'Etat en cette matière ; d'ailleurs, ses prétentions ont tellement varié dans l'opération actuelle qu'il est bien difficile de prévoir où s'arrêteront ses concessions lorsque la deuxième partie du problème se posera.

Pour nous, nous souhaiterions vivement voir l'Etat faciliter le plus possible à la ville la réalisation d'un programme d'ensemble qui comprendrait l'aménagement complet de l'enceinte : tout le monde y gagnerait, car Paris embelli et assaini ne saurait être un résultat dont la France tout entière puisse se désintéresser.

Quant aux frais de viabilité, ils ont été évalués à 2 millions le kilomètre, soit au total 68 millions pour un périmètre de 34 kilomètres environ. Cette prévision, due à M. Chautard, ancien président du conseil municipal, est susceptible de varier beaucoup suivant le système adopté par la ville qui, une fois en possession des terrains, peut les lotir à son gré ou les consacrer

complètement à son embellissement. Il est de toute évidence que les frais pour la ville peuvent doubler suivant que l'on acceptera l'un ou l'autre système ou même une solution intermédiaire. Dans tous les cas, ils ne seront pas inférieurs au chiffre ci-dessus.

§ 1. — *Conséquences au point de vue de l'octroi.*

L'octroi de Paris n'occupe plus dans le budget des recettes municipales la place considérable qu'il y tenait avant la suppression des droits sur les boissons hygiéniques. Avant 1900, l'octroi entraînait pour une somme brute d'environ 150 millions dans les recettes de la ville, c'est-à-dire presque la moitié des ressources de Paris, le budget s'élevant alors à trois cents et quelques millions. Aujourd'hui ce budget dépasse 350 millions et l'octroi rapporte seulement une somme brute de 110 millions (1), soit environ 100 millions de revenu net, car les frais de perception sont énormes en raison du grand nombre de barrières. Ils atteignent environ 11 0/0 et n'ont pas été diminués le moins du monde par la suppression des droits sur les boissons : c'est même là une circonstance intéressante à constater, car elle

(1) Nous entendons par revenu brut le rendement de l'octroi sans déduction des frais de recouvrement.

milite en faveur de la suppression complète de l'octroi.

Nous ne pouvons discuter ici l'opportunité de cette mesure sans sortir des limites de notre sujet. Nous constaterons seulement qu'il semble se dessiner à l'Hôtel-de-Ville un courant d'opinion qui lui devient de plus en plus favorable. Diverses propositions ont été déposées en ce sens, notamment par M. André Lefèvre, président actuel de l'assemblée municipale. L'éminent conseiller ne prétend pas obtenir d'un seul coup cette suppression, mais il demande qu'une somme de 15 millions environ, somme qui va devenir annuellement disponible après l'amortissement complet de l'emprunt de 1869, soit employée au dégrèvement des taxes d'octroi. En réalité, cette somme est bien faible et si l'on veut donner une solution pratique à ces aspirations, il faudra créer de nombreuses taxes de remplacement, ce qui n'ira pas sans de grandes difficultés. La réforme est peut-être souhaitable, mais il ne semble pas qu'elle doive aboutir dans un avenir rapproché.

Dans ces conditions, il nous faut raisonner dans l'hypothèse où l'octroi serait maintenu. Il devient alors nécessaire de remplacer la barrière que formaient les fossés par une grille permettant d'empêcher la fraude, comme il a été fait pour le Bois de Boulogne. L'établissement de cette grille entraînera pour la ville un surcroît de dépenses que l'on a évaluées à une trentaine de millions. Si les communes

comprises dans la boucle de la Seine étaient annexées à Paris, le fleuve suffirait comme barrière et il ne serait pas nécessaire d'établir de ce côté une grille d'octroi. Mais ces trente millions représentent seulement le prix de revient d'une grille allant de la Seine à la porte de Pantin, c'est-à-dire de la partie actuellement désaffectée. Si nous prenons pour base cette évaluation qui nous semble à vrai dire exagérée, la grille entourant Paris après la désaffectation complète de l'enceinte devrait coûter 73 millions environ. C'est un chiffre énorme et qui sera une arme de plus pour les détracteurs de l'octroi. Il semble bien, en effet, que les recettes perçues par ce moyen coûteraient à la ville extrêmement cher et qu'une réforme s'impose à l'attention de nos édiles soucieux de ménager les ressources du budget parisien.

§ 2. — *Annexion des communes suburbaines.*

En attendant une solution définitive, l'annexion des communes de Boulogne, Neuilly, Levallois-Perret, sans doute Clichy, se présente comme devant faciliter le démantèlement des fronts ouest et nord en donnant à Paris une barrière d'octroi très facile à surveiller qui serait le cours même de la Seine. Cette annexion sera certainement réalisée dans un temps plus ou moins

éloigné : « Il est manifeste, dit M. Forestier, que la
« plupart des communes attachées étroitement à la
« grande ville font partie d'une même et indissoluble
« agglomération. Qu'elles soient et restent ou non dis-
« tinctes administrativement, cela n'empêche qu'elles
« forment avec Paris un entassement unique d'habita-
« tions toutes solidaires, profitant des mêmes avan-
« tages et sujettes aux mêmes inconvénients, partici-
« pant aux mêmes conditions d'hygiène et de salubrité
« générale, aux mêmes dangers de contagion morale et
« physique. En un mot, le développement actuel de
« Paris, c'est le développement de sa banlieue (1)... »

Rien de plus juste et l'histoire même de Paris montre bien comment le flot montant de la population a vite fait de déborder au delà des barrières artificielles qui lui sont assignées. Il faut s'attendre cependant à des résistances : les communes riches ne tiennent pas à l'annexion, en raison de la participation inévitable aux charges financières de Paris qui ne seront peut-être pas compensées par des avantages correspondants. Certains, comme Neuilly, par exemple, préféreraient sans nul doute conserver leur autonomie, leurs ressources financières très larges leur permettant de doter amplement leurs services municipaux. D'autre part, les communes moins favorisées et qui ne peuvent suffire

(1) G. C. N. Forestier, *Grandes villes et systèmes de parcs*, p. 1. — Hachette, 1906.

à certains de leurs besoins profiteraient volontiers des gros budgets de Paris. Toutes certainement accepteraient plus volontiers leur annexion si l'octroi est supprimé, car les taxes de remplacement projetées frapperont plus lourdement les immeubles de grande valeur des quartiers riches, le haut commerce et la richesse acquise que les communes annexées. Celles-ci, au contraire, subiraient du fait de l'octroi de Paris de lourdes charges sans trouver à leur situation nouvelle des avantages correspondants.

Au point de vue des moyens de transports, l'annexion est chose tout à fait désirable. Il est possible que le chemin de fer de ceinture soit un jour incorporé au réseau métropolitain. Ce dernier sera vraisemblablement prolongé jusqu'en banlieue et il rendrait alors d'énormes services, surtout à la classe ouvrière. Mais pour obtenir ces améliorations, l'annexion semble indispensable, car elles ne seront jamais acceptées par le conseil municipal de Paris dans l'Etat actuel des choses. Ces transformations amèneraient de grands mouvements de population vers la banlieue et le conseil fera sans nul doute tous ses efforts pour s'opposer à un dépeuplement qui aurait pour les propriétaires parisiens et la ville elle-même des conséquences financières désastreuses.

Quant à Paris, il est difficile de savoir si l'annexion de certaines communes limitrophes aura pour lui des conséquences heureuses ou fâcheuses ; il nous semble

qu'il n'y trouvera ni profit ni perte sensibles, la richesse de certaines communes devant compenser la pauvreté des autres. Le développement de la ville ne nous paraît pas, en soi, devoir nécessairement être un mal, mais bien une évolution nécessaire correspondant à un besoin naturel. L'unité de vues qui résulterait de ce fait procurerait certainement de très grands avantages à tous en ce qui concerne les travaux communaux et ce serait un gage du plus grand développement normal de l'agglomération parisienne actuelle aussi bien que de ses faubourgs.

CONCLUSION

Dans une question aussi complexe que celle qui a fait l'objet de notre étude, nous ne pouvons avoir l'ambition de prévoir l'avenir et nous devons nous contenter d'émettre les vœux que nous croyons utiles au bien général. Ce nous est d'ailleurs une joie de constater la marche progressive des idées dans un sens que nous croyons éminemment juste et c'est avec la plus grande confiance que nous attendons des pouvoirs publics la solution effective de la question du démantèlement.

La désaffectation des fronts ouest et nord est aujourd'hui décidée en principe : l'accord est fait, après de longues négociations souvent interrompues et que l'on croyait devoir rester stériles, entre les deux parties intéressées. La Ville et l'Etat ont accepté le chiffre de 64 millions comme représentant la valeur de cette partie de l'enceinte et si, d'après l'art. 6 de la loi du 17 février 1898, une loi nouvelle est nécessaire pour déterminer les conditions de déclassement, il est à

prévoir que les Chambres ratifieront sur ce point les projets du gouvernement.

La Ville de Paris va donc se trouver propriétaire des terrains désaffectés ; nous pouvons espérer que leur utilisation sera l'objet de l'examen le plus attentif de la part de ses représentants et qu'ils sauront en faire l'usage le plus profitable à la beauté comme à l'assainissement de la capitale. Qu'ils prennent garde de ne pas se laisser leurrer par les apparences et ne sacrifient pas les intérêts réels et permanents de la population à de prétendus besoins fiscaux immédiats !

C'est dire que nous repoussons avec force toute idée de lotissement même partiel des terrains : « il faut empêcher que l'on construise ces abominables maisons à étages qui feraient une ceinture de pierres à la ville de Paris, alors qu'il lui faut une ceinture de fleurs (1) ».

Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour reconnaître la nécessité absolue pour une grande cité de renfermer de grands espaces libres, véritables poumons, foyers d'oxygène, par où elle respire. Nous avons montré que Paris est loin d'être favorisé de ce côté ; il n'est donc pas possible de lui enlever encore ce courant d'air salubre que formait l'enceinte.

Il faut donc le conserver et le vivifier même, s'il est possible. On obtiendra ce résultat en y traçant des jardins publics, en y ménageant de place en place des

(1) M. G. Benoît-Lévy.

terrains de jeux, des pelouses plantées d'arbres où les enfants puissent s'ébattre et se fortifier. De chaque côté une très large chaussée en permettrait l'accès facile et en ferait la plus belle avenue que l'on puisse voir, en même temps que la plus utile et la plus saine.

Plusieurs villes françaises et étrangères nous ont donné un exemple qu'il importe de suivre si Paris veut mériter de garder sa place à la tête des cités du monde entier : Vienne, Hambourg, Metz, Orléans ont ainsi utilisé leurs anciennes enceintes et créé de splendides avenues circulaires.

Mais un plan d'ensemble est indispensable et de la façon tronquée dont l'opération du déclassement a été engagée, il est à craindre qu'il ne fasse défaut. Nous aurions désiré voir le ministère de la guerre renoncer complètement à toute enceinte, comme il le fera certainement un jour, les progrès toujours croissants de l'artillerie ne lui permettant pas de nier l'évidente inutilité de ces remparts vieillots. Nous aurions souhaité voir l'Etat comprenant enfin que l'intérêt de la France est d'avoir une capitale toujours plus belle et plus attrayante, renoncer à ses spéculations sur un emplacement indispensable au développement normal de Paris et lui faciliter, par un désintéressement bien justifié, l'exécution de ses travaux d'embellissement.

Le temps nous permettra peut-être d'assister plus tard à une évolution que nous croyons certaine : il ne

fait pas de doute pour nous que nos espoirs seront réalisés. En attendant, la ville agirait prudemment en considérant la chose comme possible et en ne voyant dans l'opération qui va s'effectuer qu'une partie d'une transformation qui va modifier du tout au tout sa périphérie.

A son tour d'éviter les expédients mesquins qui pourraient donner momentanément quelques facilités à son budget, mais qu'elle regretterait certainement plus tard. Une grande largeur de vues est nécessaire quand on engage ainsi à jamais l'avenir, quand on sait qu'une résolution hâtivement prise est à jamais irréparable.

Ces considérations nous ont déterminé à approuver sans réserves la proposition de loi suivante déposée voici un an sur le bureau de la Chambre des députés :

Proposition de loi relative aux terrains des fortifications déclassées de Paris (renvoyée à la commission de l'hygiène publique), présentée par MM. Hector Depasse, Féron, Gervais, Jules Coutant, Levraud, Meslier, Vaillant, Adrien Veber, Walter, Wilm, Steeg, Puech, Cosnard, Ferdinand Buisson, Paul Brousse (Seine), députés.

Exposé des motifs.

Messieurs,

Les espaces libres et les îlots de verdure dans Paris continuent de disparaître dans la marée montante des

pierres de taille, au grand dommage de l'hygiène et de la beauté de notre capitale. Les jardins privés sont partout sacrifiés à la manie des bâtiments et au désir exclusif du luxe. Les Champs-Élysées ont été gâtés irrémédiablement, les jardins du Luxembourg, des Tuileries, depuis longtemps entamés et compromis, l'esplanade des Invalides indignement défigurée et saccagée aux portes même de cette Assemblée qui n'a pu faire entendre que des protestations vaines. Le Champ de Mars n'est déjà qu'un souvenir à moitié effacé, dont la trace bientôt ne se retrouvera que dans les livres.

D'autres grandes capitales du monde qui s'élèvent des deux côtés des océans, nous laissent désormais en arrière pour l'organisation des parcs et des jardins ouverts aux jeux privés et publics et disposés avec art et science pour l'ornement comme pour la respiration de la cité.

Messieurs, les intérêts politiques et sociaux les plus importants sollicitent ici votre attention.

Les exercices physiques, les sports de plein air, les luttes d'énergie, d'endurance et de vitesse, préparation d'autant plus utile aux travaux de la guerre que le service militaire s'abrège, sont encore pour tous les âges, de l'enfance jusqu'à la vieillesse, chacun selon ses forces, la condition du bon équilibre nerveux et le meilleur préservatif de l'alcoolisme.

Un tel besoin, vraiment essentiel et primordial, de la cité pacifique, pour la vigueur et l'avenir de la race,

ne reçoit chez nous aucune satisfaction rationnelle et paraît jusqu'à présent être resté presque ignoré du Gouvernement démocrate qui, parmi tant d'autres devoirs, aurait là un noble sujet de son étude et de ses lois.

Pour ces divers ordres de motifs, que nous résumons à regret trop brièvement, nous vous prions de renvoyer la proposition suivante à la Commission d'hygiène, en lui signalant son caractère de réelle urgence.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les terrains des fortifications déclassées de Paris ne pourront donner lieu à aucun lotissement, mais ils demeureront en l'état de zone libre, plantée d'arbres, et de jardins, unissant Paris à sa banlieue. Des parties de ces terrains seront réservées soit pour les sports de plein air ou pour les exercices qui ont besoin d'installations couvertes, et des routes spéciales seront aménagées pour les bicyclettes, les automobiles ou les autres appareils de locomotion rapide.

N° 866, *Chambre des Députés, Neuvième législature, session de 1907.*

*Annexe au procès-verbal de la séance
du 20 mars 1907.*

Cette proposition de loi, nous l'espérons, trouvera d'ardents défenseurs pour la faire triompher : elle a

déjà réuni beaucoup d'adhésions et ne trouvera que des appuis parmi les vrais amis de Paris. Diverses personnalités politiques, mondaines ou artistiques ont applaudi à son initiative et aussitôt que connue, elle a fait l'objet d'un vœu de la Société pour la protection des paysages de France (1) dont l'actif président, M. Beauquier, saura la défendre, s'il est besoin, devant la Chambre avec l'énergie dont il a toujours fait preuve quand la beauté de Paris fut en péril.

C'est l'assurance du succès, car l'opinion entière est avec nous et ne permettra pas qu'une question de gros sous vienne faire échouer une aussi intéressante tentative. Une fois admis le principe du non-lotissement des terrains, on pourra examiner les moyens propres à faire retrouver à la ville une partie de ses débours. Il sera possible de louer des terrains de jeux à des sociétés sportives comme cela se fait en Angleterre (2) ; car si ces sociétés sont peu nombreuses en France, c'est surtout parce qu'elles n'ont pas de terrain propice à proximité alors que, de l'autre côté du détroit, on se préoccupe toujours de plus en plus de

(1) Cette société s'est souvent occupée de la question des fortifications avec un zèle éclairé dont il faut la louer et M. Robert de Souza a publié, dans son *Bulletin* du 15 avril 1907, un article de tout premier ordre sur ce sujet.

(2) Rien qu'à Londres, M. le lieutenant-colonel Sexby, chef du service du département des parcs, nous dévoile le fait suivant : « Il peut être intéressant de constater qu'il y a 337 terrains réservés au cricket et 117 au football pour lesquels il est délivré environ 14.000 permis de match de cricket et 7 à 8.000 permis de match de football. »

mettre des parcs et des jardins à la disposition du public.

N'oublions pas que, d'accord en cela avec M. Chérioux, nous admettons très bien qu'il y a lieu de demander une indemnité de plus-value aux propriétaires riverains intérieurement des fortifications et à une portion des propriétaires zoniers ; cette indemnité sera d'autant plus forte que notre projet ne peut manquer d'avoir pour conséquence une très grande augmentation de valeur pour les terrains avoisinants.

De ce fait, les recettes de la ville peuvent être assez importantes.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, nous estimons qu'il est d'un intérêt primordial pour Paris de conserver la ceinture d'air qui l'entoure, seul avantage qui résulte aujourd'hui des fortifications. Il est temps de supprimer cet obstacle artificiel à son développement harmonique et d'en faire la plus belle de ses avenues ainsi que l'adjuvant le plus efficace de sa vitalité.

Lu et approuvé, le Président,

RENÉ JACQUELIN,

Vu : le Doyen,

CL. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur

De l'Académie de Paris

Pour le Vice-Recteur,

L'Inspecteur de l'Académie

V. BONZARIE.

ANNEXES

Notre-Dame de Paris, liv. III, chap. II.

... Paris est né, comme on sait, dans cette vieille île de la cité qui a la forme d'un berceau. La grève de cette île fut sa première enceinte, la Seine son premier fossé. Paris demeura plusieurs siècles à l'état d'île, avec deux ponts, l'un au nord, l'autre au midi, et deux têtes de pont, qui étaient à la fois ses portes et ses forteresses, le Grand-Châtelet sur la rive droite, le Petit-Châtelet sur la rive gauche. Puis, dès les rois de la première race, trop à l'étroit dans son île et ne pouvant plus s'y retourner, Paris passa l'eau. Alors, au delà du Grand, au-delà du Petit-Châtelet, une première enceinte de murailles et de tours commença à entamer la campagne des deux côtés de la Seine. De cette ancienne clôture, il restait encore au siècle dernier quelques vestiges ; aujourd'hui il n'en reste plus que le souvenir, et ça et là une tradition, la porte Baudets ou Baudoyer, porta Bagauda. Peu à peu, le flot des maisons, toujours poussé du cœur de la ville au dehors, déborde, ronge, use et efface cette enceinte. Philippe-Auguste lui fait une nouvelle digue. Il emprisonne Paris dans une chaîne circulaire de grosses tours, hautes et solides. Pendant plus d'un siècle, les maisons se pressent, s'accumulent et haussent leur

niveau dans ce bassin, comme l'eau dans un réservoir. Elles commencent à devenir profondes, elles mettent étages sur étages, elles montent les unes sur les autres, elles jaillissent en hauteur comme toute sève comprimée, et c'est à qui passera la tête par-dessus ses voisines pour avoir un peu d'air. La rue de plus en plus se creuse et se retrécit ; toute place se comble et disparaît. Les maisons enfin sautent par-dessus le mur de Philippe-Auguste, et s'éparpillent joyeusement dans la plaine, sans ordre et tout de travers, comme des échappées. Là, elles se casent, se taillent des jardins dans les champs, prennent leurs aises. Dès 1367, la ville se répand tellement dans le faubourg qu'il faut une nouvelle clôture, surtout sur la rive droite : Charles V la bâtit. Mais une ville comme Paris est dans une crise perpétuelle. Il n'y a que ces villes-là qui deviennent capitales. Ce sont des entonnoirs où viennent aboutir tous les versants géographiques, politiques, moraux et intellectuels d'un pays, toutes les pentes naturelles d'un peuple ; des puits de civilisation, pour ainsi dire, et aussi des égouts où commerce, industrie, intelligence, population, tout ce qui est sève, tout ce qui est vie, tout ce qui est âme dans une nation, filtre et s'amasse sans cesse, goutte à goutte, siècle à siècle. L'enceinte de Charles V a donc le sort de celle de Philippe-Auguste. Dès la fin du ^{xv}^e siècle, elle est enjambée, dépassée et le faubourg court plus loin. Au ^{xvi}^e, il semble qu'elle recule à vue d'œil et s'enfonce de plus en plus dans la vieille ville, tant une ville neuve s'épaissit déjà au dehors. Ainsi, dès le ^{xv}^e siècle, pour nous arrêter là, Paris avait déjà usé les 3 cercles concentriques de murailles qui, du temps de Julien l'Apostat, étaient, pour ainsi dire, en germe dans le Grand-Châtelet et le Petit-Châtelet...

Victor Hugo.

Loi du 3 avril 1841.

Loi qui affecte une somme de 140 millions aux travaux des fortifications de Paris.

Art. 1^{er}. Une somme de 140 millions de francs est spécialement affectée aux travaux des fortifications de Paris.

2. Ces travaux comprendront : 1^o une enceinte continue embrassant les deux rives de la Seine, bastionnée et terrassée avec 10 mètres d'escarpe revêtue ; 2^o des ouvrages extérieurs casematés.

3. Les fonds affectés à ces travaux seront employés simultanément à l'exécution de l'enceinte et des ouvrages extérieurs et répartis entre divers exercices dans les proportions ci-après déterminés.

4. La somme de 140 millions de francs allouée en vertu de l'article 1^{er} de la présente loi comprend celle de 13 millions formant le montant des crédits déjà ouverts sur le budget de 1840 aux ministères de la guerre et des travaux publics, par les ordonnances royales des 10 septembre, 4 et 25 octobre derniers. — Sur la somme de 127 millions restant à allouer, il est affecté la somme de 35 millions pour les travaux à exécuter en 1841 ; 20 millions de francs pour les travaux à exécuter en 1842. — La portion de ces crédits qui n'aurait pu être employée pendant l'exercice auquel elle est affectée sera reportée sur l'exercice suivant.

5. Il sera pourvu à ces divers crédits au moyen des ressources ordinaires et extraordinaires des exercices 1840, 1841, 1842.

6. Les dépenses opérées par le département des travaux publics en vertu des ordonnances des 10, 19, 29 septembre, 4, 8 et 19 octobre 1840 seront liquidées par le ministre de ce dé-

partement, et soldées sur le crédit de 7 millions qui lui est resté ouvert, jusqu'à concurrence du montant de ce crédit. — L'excédent, s'il y en a, sera, après la liquidation, acquitté sur les ordonnances du ministre de la guerre et sur les crédits ouverts par la présente loi.

7. La ville de Paris ne pourra être classée parmi les places de guerre du royaume qu'en vertu d'une loi spéciale.

8. La première zone des servitudes militaires, telle qu'elle est réglée par la loi du 17 juillet 1849, sera seule appliquée à l'enceinte continue et aux forts extérieurs. Cette zone unique de 250 mètres sera mesurée sur les capitales des bastions et à partir de la crête de leurs glacis.

9. Ces limites actuelles de l'octroi de la ville de Paris ne pourront être changées qu'en vertu d'une loi spéciale.

10. Il sera tous les ans rendu compte aux chambres de l'exécution des travaux ordonnés par la présente loi.

Loi du 8 juillet 1852.

Loi portant concession du Bois de Boulogne à la ville de Paris (*Bull.*, n° 4213).

Art. 1^{er}. Sont concédés à la Ville de Paris, à titre de propriété : 1° le Bois de Boulogne dans son état actuel, tant en dehors qu'en dedans de l'enceinte des fortifications, à l'exception de la partie en dedans desdites fortifications qui est comprise entre la porte d'Auteuil et l'enceinte continue du côté de l'ouest ; 2° La partie du promenoir de Chaillot comprise dans l'intérieur de Paris, plus, à l'intérieur du mur d'octroi, les parties de ce promenoir qui seront nécessaires à la ville pour achever et embellir les abords de l'arc de triomphe de l'Etoile, le surplus dudit promenoir restant la propriété de l'Etat.

2. Cette concession est faite à la charge par la ville de Paris : 1^o de subvenir à toutes les dépenses de surveillance et d'entretien des immeubles ci-dessus désignés ; — 2^o De faire, dans un délai de 4 ans, des travaux jusqu'à concurrence de 2 millions de francs pour l'embellissement du Bois de Boulogne et de ses abords ; 3^o De soumettre préalablement à l'approbation du gouvernement les projets des travaux à exécuter ; — 4^o De conserver leur destination actuelle aux terrains concédés, lesquels ne pourront être aliénés en tout ou en partie.

3. Aussitôt que les projets présentés par la ville de Paris auront reçu la sanction du gouvernement, un plan descriptif et délimitatif des terrains concédés sera dressé contradictoirement aux frais de la ville. Les résultats de cette délimitation seront constatés par un acte administratif passé entre l'Etat et la ville de Paris.

4. Le bois de Boulogne est distrait du régime forestier.

Loi du 17 février 1898.

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : « Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires ».

Art. 2. Seront portés en recette à ce compte jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé par la loi, les produits d'aliénation d'immeubles militaires désaffectés ou de fortifications déclassées à partir de la promulgation de la présente loi et spécialement le produit des aliénations des terrains provenant du déclassement des terrains des fronts ouest et nord de l'enceinte de Paris.

Y seront imputés en dépense :

A une 1^{re} section, les dépenses du perfectionnement du matériel d'armement ;

A une 2^e section, les dépenses nécessitées par la réinstallation des services et par les frais de construction de la nouvelle enceinte de Paris ;

A une 3^e section, les intérêts des obligations émises en exécution de l'art. 3 ci-après.

• • • • •

[Les art. 3, 4 et 5 -sont relatifs aux moyens financiers. L'art. 3 notamment décide que les obligations seront sexennaires. L'art. 7 ouvre au ministre de la guerre, pour l'exercice 1898, un crédit de 66 millions].

• • • • •

Art. 6. Les conditions de déclassement et de l'aliénation des fronts ouest et nord de l'enceinte de Paris seront déterminées par une loi.

BIBLIOGRAPHIE

- Andigné (F. d'). — Rapport présenté au nom de la commission municipale des fortifications, sur la désaffectation des fortifications de la ville de Paris, 1906.
- L'agrandissement du Bois de Boulogne, art. publié dans l'*Echo de Paris*, 6 sept. 1905.
- Ardant. — Considérations politiques et militaires sur les travaux de fortifications exécutés depuis 1815 en France et à l'Etranger. — Metz, Worms, août 1846.
- Barras. — Note sur le Bois de Boulogne, Paris, 1900.
- Benoit-Lévy (Georges). — La Cité-Jardin, Paris, 1904.
- Berty. — Topographie historique du Vieux-Paris, 1897. Ouvrage compris dans l'*Histoire générale de Paris*, publiée sous les auspices du Conseil municipal.
- Blondeau. — Servitudes militaires, par Blondeau, capitaine d'artillerie. *Thèse de doctorat*, Grenoble, 1892.
- Bonnardot (François). — Dissertations archéologiques sur les anciennes enceintes.
- Brialmont (général). — La défense des Etats et les camps retranchés, 1880.
- Brousse (Paul). — Rapport sur la suppression du mur d'enceinte de Paris, 1893 (Conseil municipal de Paris, 159 pages et plans).
- Rapport à propos de la désaffectation partielle du mur d'enceinte de Paris, 1898 (48 pages).

- Rapport au nom de la commission mixte des fortifications, sur le déclassement et l'aliénation des fronts ouest et nord de l'enceinte de Paris, 1902 (Conseil général de la Seine, 32 pages et plans).
- Bureau (Ed.). — Conférence sur les différentes enceintes de Paris ; sa topographie et les fortifications de 1840. Paris, 1871, in-8°.
- Cheysson (Emile). — Les Cités-Jardins, Paris, 1904.
- Clamageran. — Les servitudes militaires autour de Paris. Article paru dans la *Revue pratique de droit français*, t. I, 1856.
- Cosseron de Villenoisy (général). — 1^o Articles sur les fortifications de Paris, dans le *Journal des Sciences militaires*, mars 1884.
- 2^o Le déplacement de l'enceinte de Paris, art. parus dans le *Journal des Débats*, 23, 24 et 25 avril 1884.
- Delalleau. — Traité des servitudes légales établies pour la défense des places de guerre et de la zone des frontières, Paris, 1833.
- Ducrot (général). — La défense de Paris, 1870-71 ; 2 vol., 1874-75.
- Dulaure (J. A.). — Histoire physique, civile et morale de Paris, édit. Paris, 1845.
- Forestier (J. C. N.). — Grandes villes et systèmes de parcs ; Hachette, 1906.
- Hénard (Eug.). — Etudes sur les transformations de Paris ; Paris, 1902-05.
- Jousselin. — Les servitudes d'utilité publique, 1850.
- Juillerat. — Rapport présenté au Congrès international d'assainissement et de salubrité de l'habitation. Paris, 1905.
- Lobet (J.). — Le nouveau Bois de Boulogne et ses alentours ; Hachette 1856.
- Marmottan (Paul.). — Les Espaces libres, art. paru dans le *Journal des Arts*, 25 juillet 1902.
- Mizracki (Jacques) et Soulier (Eug.). — Les servitudes militaires et les fortifications de Paris devant l'opinion publique. Alb. Savine, édit., 1893.
- Société pour la protection des paysages de France (*Bulletin*). — 1^o La question du déclassement des fortifications de Paris, par M. Emile Charrier, 15 janvier 1906.
- 2^o Le Bois de Boulogne et les fortifications de Paris, par M. Robert de Souza, 15 avril 1907, etc., etc.
- Turot (Henri). — Habitations à bon marché, article paru dans la *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1907 (20 pages).

Turot (Henri) et Bellamy. — Le surpeuplement et les habitations à bon marché.

Stavenhagen. — « Aus der fortifikatorischen vergangenheit von Paris », Berlin, R. Schröder, 1901.

Vandervelde. — Description des fortifications de Paris, etc. Bruxelles, 1870.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre Premier. — Historique des anciennes enceintes . . .	5
Chapitre II. — Historique des fortifications de 1840	11
Section I. — Causes qui ont provoqué la construction des fortifications.	11
Section II. — Débats parlementaires.	13
Section III. — Description sommaire des fortifications de Paris.	21

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre Premier. — Critique de système défensif de Paris. . .	23
Section I. — Aperçu sur le rôle de l'enceinte en 1870. . . .	23
Section II. — Les fortifications devant l'opinion.	26
§ 1 ^{er} . — Avant 1870.	26
§ 2. — Après 1870.	27
§ 3. — La Presse	31
Section III. — La situation faite aux communes suburbaines par l'existence de l'enceinte en cas de guerre	34
Chapitre II. — Examen critique des conséquences économiques produites par le système de l'enceinte continue	36
Section I	36
Section II. — Comparaison entre Londres, ville ouverte, et Paris, ville fortifiée.	43

Chapitre III. — Inconvénients et inutilité des servitudes défensives existant autour de Paris; furent-elles légalement établies ?	51
Section préliminaire	51
Section I. — Question controversée de l'existence légale des servitudes établies autour de Paris.	52
Section II. — Le régime réel des servitudes autour de Paris, les doléances des zoniers : la question des indemnités. . .	65
Section III. — Inutilité des servitudes défensives	70
Section IV. — Du préjudice causé aux propriétaires zoniers, aux communes suburbaines et aux quartiers périphériques de Paris.	74
Chapitre IV. — Propositions de désaffectation de l'enceinte; négociations entre la ville et l'Etat; débats à la Chambre des députés et au conseil municipal	76
Section I. — La proposition Nadaud à la Chambre et Yves Guyot au Conseil municipal	76
Section II. — Le rôle de M. Paul Brousse.	82
§ 1 ^{er} . — Le premier projet soumis au conseil municipal. . .	82
§ 2. — La loi du 19 février 1898.	86
§ 3. — Convention du 14 février 1902	88
§ 4. — La question du Bois de Boulogne	94
Section III. — Les derniers projets à l'étude	99
Section IV. — Discussion de la proposition Chérioux tendant à imposer une indemnité de plus-value aux propriétaires riverains de l'enceinte. — Voies et moyens proposés pour l'exécution du démantèlement partiel.	104
Chapitre V. — Conséquences de la désaffectation	121
§ 1 ^{er} . — Conséquences au point de vue de l'octroi.	123
§ 2. — Annexion des communes suburbaines	125
Conclusion	129
Annexes	137
Bibliographie	143

